



Assemblée générale

Soixante-neuvième session

8^e séance plénière

Mercredi 24 septembre 2014, à 18 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kutesa..... (Ouganda)

La séance est ouverte à 18 h 20.

Allocution de M. Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République sud-africaine.

M. Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Zuma (*parle en anglais*) : Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que votre pays, l'Ouganda, d'assumer, au nom du continent africain, les responsabilités de Président de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session. Le thème que vous avez choisi pour ce débat général et la soixante-neuvième session, à savoir, « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 » est opportun et tout à fait approprié.

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont galvanisé et mobilisé la communauté internationale et les Nations Unies comme jamais auparavant. Nous avons de bonnes histoires à raconter sur ces 15 dernières années de mise en œuvre des OMD. En Afrique, nous avons saisi cette occasion et adopté le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), notre plan de développement social. La « Vision 2063 » de l'Union africaine, en collaboration avec d'autres programmes de développement socio-économique et du NEPAD, sera la pierre angulaire et le fondement du programme de développement de l'Afrique à l'avenir. L'Afrique du Sud a également fait des progrès considérables dans la réalisation des OMD. L'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes qui gagnent moins d'un dollar par jour a été atteint, tandis que la proportion de ceux qui connaissent la faim a également été diminuée de moitié. L'Afrique du Sud a atteint l'objectif 2, à savoir, assurer un accès universel à l'éducation primaire.

Selon les indicateurs internationaux officiels, l'Afrique du Sud est également en bonne position s'agissant de l'OMD 3, à savoir la promotion et l'autonomisation des femmes. L'Afrique du Sud a enregistré des progrès impressionnants grâce à l'expansion de son infrastructure sanitaire et amélioré l'accès aux services de santé pour tous les Sud-Africains.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506. Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

14-54836(F)



Document adapté

Merci de recycler



En matière de réduction de la mortalité infantile, l'OMD 4, et de l'amélioration de la santé maternelle, l'OMD 5, des progrès significatifs ont également été enregistrés, mais il reste du travail à faire. En fait, il reste encore du travail à faire à travers le monde pour atteindre pleinement ces objectifs, en particulier dans le monde en développement. Nous devons nous attaquer aux causes profondes qui empêchent nos populations d'avoir une vie meilleure.

En dépit des progrès que nous avons réalisés à ce jour, les rapports continuent d'indiquer que l'Afrique est à la traîne dans la réalisation de certains des OMD. C'est pour cette raison que nous apprécions l'élaboration d'un programme de développement mondial pour l'après-2015 qui permettra de mener à bien la tâche inachevée de la réalisation des OMD. Le programme de développement mondial pour l'après-2015 fournira un cadre de référence à notre accord collectif sur ce qui doit être fait. Nous réaffirmons que les pays développés doivent être des partenaires fiables et tenir leurs engagements relatifs aux objectifs de développement, à savoir la contribution de 0,7% de leur revenu national brut à l'aide publique au développement. Si nous disons cela, c'est parce que peu importera ce que cette grande Organisation aura réalisé au cours des six dernières décennies si nous ne remédions pas de façon exhaustive au fléau de la pauvreté, du chômage et des maladies. Les pauvres du monde estimeront alors que tout ce qui aura été fait aura été un échec. En effet, nous aurions manqué à notre devoir si nous parvenons à éviter une autre guerre mondiale, mais continuons à avoir des enfants qui meurent de malnutrition et de maladies curables.

La récente épidémie d'Ebola dans certains États de l'Afrique de l'Ouest et le nombre de vies perdues inutilement sont un exemple manifeste des défis auxquels les pays en développement restent confrontés. Nous pensons que le virus Ebola aurait été contenu en quelques jours si l'épidémie s'était déclarée dans le monde développé. Mais c'est désormais devenu une pandémie qui menace les économies des États africains touchés.

Cette épidémie a ainsi mis au jour les problèmes dus à l'insuffisance des capacités, à la pénurie d'infrastructures et au manque d'autres ressources en Afrique. Nous sommes heureux que les Nations Unies, sous la direction du Secrétaire général, déploie une mission de coordination des efforts de lutte contre le virus. L'Afrique du Sud est prête à continuer à fournir toutes les ressources dont elle dispose pour aider les

populations et les gouvernements des pays frères du Libéria, de la Guinée et de la Sierra Leone. Nous ajoutons notre voix pour demander que davantage de ressources soient déployées de manière à garantir que le virus soit contenu.

Le rôle que joue l'ONU en appui aux luttes pour l'autodétermination et la liberté a été remarquable. L'Afrique du Sud en est un exemple parfait. Il y a 20 ans, le Président Nelson Mandela remerciait toutes les nations pour leur soutien depuis cette même tribune où l'Afrique du Sud a été réadmise à l'Organisation des Nations Unies en tant qu'État libre et démocratique. Nous nous souvenons de ce fait en ce jour important, qui est la Journée nationale du patrimoine dans mon pays.

Depuis 1994, l'Afrique du Sud a fait des progrès considérables pour transformer un État fondé sur l'apartheid en un régime démocratique, fondé sur des valeurs telles que la dignité humaine, la non-discrimination, l'absence de racisme et de sexisme, l'état de droit et le suffrage universel des adultes, comme le prévoit notre Constitution. Compte tenu de notre histoire et de notre héritage, nous sommes bien conscients de notre responsabilité historique et morale dans la lutte mondiale contre le racisme, la discrimination raciale et d'autres formes d'intolérance. À cet égard, nous continuerons d'être en première ligne des efforts visant à éliminer toutes les formes de racisme, de discrimination raciale et de toute autre intolérance, y compris la xénophobie et l'antisémitisme.

La Déclaration et le Programme d'action de Durban demeurent le cadre principal adopté par une conférence des Nations Unies en matière de lutte contre le racisme. Nous continuerons d'appuyer les luttes pour la liberté et l'autodétermination, notamment celles menées par les peuples de la Palestine et du Sahara occidental, qui continuent de souffrir de l'occupation et du colonialisme sous diverses formes. Le peuple cubain occupe également une place particulière dans nos cœurs, en raison des sacrifices consentis par Cuba pour la cause de la liberté en Afrique. Nous continuerons donc d'appuyer le combat qu'il mène pour sa libération économique.

Même si l'action de l'ONU à l'appui de l'autodétermination est très louable, il n'empêche que le peuple palestinien pourrait juger que l'action de l'Organisation laisse à désirer, lorsque celle-ci célébrera ses 70 ans d'existence l'an prochain. La question israélo-palestinienne est l'un des points les plus anciens inscrits à l'ordre du jour de l'ONU, mais les progrès continuent

de se faire attendre. Ces derniers mois, en particulier, le monde a été témoin d'un conflit dévastateur qui a provoqué une crise humanitaire d'une ampleur choquante. En Palestine, la population s'est retrouvée sans toit, sans installations médicales, sans eau potable, endeuillée et avec des blessés à soigner après toute une série d'opérations militaires destructrices menées par Israël.

L'Afrique du Sud a condamné les actions tant d'Israël que du Hamas, et nous avons appelé à une cessation immédiate des hostilités. Nous sommes fermement convaincus qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la question israélo-palestinienne. Nous devons tous rester engagés en faveur de la solution des deux États, sur la base des frontières de 1967, avec la Palestine et Israël vivant côte à côte dans la paix.

L'impuissance affichée par l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, pendant le conflit en cours, est préoccupante. L'ONU a l'autorité et la légitimité morales nécessaires pour unir le monde en vue de promouvoir la quête de la paix, de la justice et de l'autodétermination en faveur du peuple palestinien, tout en prenant en considération toutes les préoccupations éventuelles d'Israël relatives à sa sécurité. L'Organisation doit jouer son rôle sans crainte ni favoritisme pour qui que ce soit et être une source d'espoir pour tous ceux qui sont opprimés dans le monde.

Je tiens à rappeler que le soixante-dixième anniversaire de l'ONU l'année prochaine, nous offre l'occasion de mener une réflexion sérieuse sur la nécessité de réformer cette auguste Organisation et de passer des paroles aux actes. Il y a 10 ans, à l'occasion du soixantième anniversaire de l'ONU, les dirigeants mondiaux ont convenu de la nécessité de réformer le Conseil de sécurité en particulier. Cette décision reste d'actualité et doit être mise en œuvre. Lorsque nous nous réunirons ici l'année prochaine pour célébrer le soixante-dixième anniversaire de l'ONU, nous devrions pouvoir adopter un programme concret qui nous guidera pour faire du renforcement de l'ONU et de la réforme du Conseil de sécurité une réalité. Certains aspects du système des Nations Unies qui prêtent à controverse, notamment le droit de veto et l'exclusion de certaines régions – comme l'Afrique – du Conseil de sécurité, font partie des questions fondamentales dont nous ne pouvons pas faire fi dans notre quête de la transformation.

Au nombre des récentes réalisations de l'ONU, il convient de mentionner sa coopération avec

l'Union africaine, en particulier depuis la création de l'Architecture africaine de paix et de sécurité. À cet égard, la pleine mise en œuvre des résolutions 1809 (2008) et 2033 (2012) du Conseil de sécurité sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, demeure de la plus haute importance. Des progrès ont été accomplis dans plusieurs des régions où cette coopération est en place, par exemple en République démocratique du Congo. Dans ce pays, les deux organisations sous-régionales concernées, la Communauté de développement de l'Afrique australe et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, continuent de déployer des efforts notables avec l'appui de l'ONU.

Il n'y a pas longtemps, l'Organisation a célébré la création d'un nouvel État, le Soudan du Sud. Les événements récents et le conflit en cours au Soudan du Sud ont entraîné des pertes en vies humaines et d'autres conséquences humanitaires terribles. Nous continuerons de contribuer autant que nous le pouvons à la recherche de solutions, en coopération avec l'Union africaine et l'ONU. Nous ne devons pas laisser le Soudan du Sud régresser.

L'année prochaine marquera le vingtième anniversaire de l'adoption du Programme d'action de Beijing par la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Cet anniversaire est pour l'ONU et la communauté internationale l'occasion d'évoquer et de faire avancer la lutte pour libérer les femmes de toutes les formes de discrimination.

En décembre dernier, le monde est venu en Afrique du Sud pour rendre un dernier hommage à notre cher Madiba. Ceux qui n'ont pas pu se rendre en Afrique du Sud lui ont rendu hommage de différentes manières. Nous continuerons d'œuvrer avec le monde pour faire connaître l'héritage de Madiba et sa passion pour la justice, la liberté, l'égalité et les droits de l'homme. Nous sommes reconnaissants à l'Assemblée générale et au Président de l'Assemblée à sa soixante-huitième session d'avoir décidé de créer le Prix des Nations Unies Nelson Rolihlahla Mandela, en hommage aux réalisations exceptionnelles et aux contributions de personnes aux buts et aux objectifs consacrés par la Charte des Nations Unies. Ce prix témoigne de façon remarquable de la personne exceptionnelle que Madiba était et sera toujours.

Alors que nous réaffirmons notre volonté d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le

développement, je voudrais une nouvelle fois reprendre des paroles prononcées par Madiba lors de sa prestation de serment historique, en 1994 :

« Nous sommes conscients que la route vers la liberté n'est pas facile. Nous sommes conscients qu'aucun de nous ne peut réussir seul. Nous devons donc agir ensemble, comme un peuple uni, vers une réconciliation nationale, vers la construction d'une nation, vers la naissance d'un nouveau monde. Que la justice soit rendue pour tous. Que la paix existe pour tous. Qu'il y ait du travail, du pain, de l'eau et du sel pour tous. Que chacun d'entre nous sache que son corps, son esprit et son âme ont été libérés afin qu'ils puissent s'épanouir. »

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République sud-africaine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Didier Burkhalter, Président de la Confédération suisse

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Confédération suisse.

M. Didier Burkhalter, Président de la Confédération suisse, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Didier Burkhalter, Président de la Confédération suisse, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Burkhalter :

« Un monde dans lequel les hommes savent résoudre leurs problèmes dans la paix et sans violence; un monde de liberté et de respect; un monde où tous les jeunes ont la perspective d'un travail, qui permet d'avoir une vie heureuse. »

Voilà, par ses propres mots, le monde que souhaite un jeune de mon pays : il s'appelle Damian Vogt. Il est dans cette salle, et il représente la jeunesse

suisse auprès de l'ONU. Cette semaine, nous travaillons ici, ensemble, pour ce monde-là.

Il y a un peu plus d'un an, une autre jeune personne s'exprimait ici-même. Elle disait ceci :

(l'orateur poursuit en anglais)

« Je ne parle pas en mon nom mais au nom de tous les garçons et les filles... de ceux qui luttent pour leurs droits : leur droit de vivre dans la paix, leur droit d'être traité avec dignité, leur droit à l'égalité des chances, leur droit à l'éducation. »

(l'orateur reprend en français)

Le monde entier se souvient de ces mots de Malala Yousafzai. Le monde entier se souvient de son courage.

Quelle différence entre les parcours de Malala et de Damian! Quelle différence entre l'école qui représente un risque de mourir et l'école qui est un droit de vivre mieux! Et pourtant, Malala et Damian, comme des millions d'autres jeunes de la Terre d'ailleurs, demandent la même chose : la paix, la dignité, la liberté et l'égalité, une formation et un travail. Les jeunes sont en droit d'attendre de nous tous, les représentants des nations, que nous soyons réellement unis pour remettre demain, dans leurs mains, une humanité qui rime pleinement avec sécurité, liberté et prospérité.

Il y a un siècle éclatait la Première Guerre mondiale, il y a 75 ans la Seconde. Le souvenir de ces cataclysmes oblige l'humanité à agir pour plus de sécurité et plus de liberté, pour créer les conditions de la prospérité; pour une Organisation des Nations réellement Unies efficace et engagée, pour un vrai rendez-vous des États au service des peuples. Au cœur de ces Nations Unies, la Suisse veut apporter sa contribution en visant un double objectif prioritaire : renforcer la sécurité internationale et réformer l'ONU.

En matière de sécurité, les défis sont immenses. Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, l'humanité n'a compté autant de personnes déplacées : plus de 50 millions de femmes, d'hommes, d'enfants ont été arrachés à leur maison, et chacune de ces histoires est un drame. Autre courant dans ce fleuve d'insécurité : 75 millions de jeunes n'ont pas de travail; un jeune sur 10 et, dans certaines régions, un jeune sur deux. À cela s'ajoutent des vagues prenant d'assaut les règles du droit international, en particulier du droit humanitaire, qui sont ignorées, violées, submergées.

Cette évolution est particulièrement préoccupante au Moyen-Orient, notamment en Syrie et en Iraq. La

Suisse condamne avec la plus grande fermeté les actes brutaux du groupe qui s'autoproclame « État islamique » et de ceux qui lui sont associés. Or, l'islam peut être, et doit être, comme les autres religions, un messager de paix, un messager d'humanité, un messager de fraternité. Quant aux nations, elles peuvent et elles doivent être réellement unies pour rappeler toujours et partout la prééminence du droit sur la force.

En cas de violations graves, il faut enquêter. Les commissions d'enquête indépendantes ont un rôle essentiel, notamment la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, pour les victimes, pour l'avenir, pour permettre une véritable réconciliation et une paix durable. La Suisse, avec une soixantaine d'autres États, s'est engagée à demander au Conseil de sécurité de saisir la Cour pénale internationale de la situation en Syrie. Nous nous engageons aussi en augmentant notre aide humanitaire dans la région. La crise en Syrie doit être traitée dans son intégralité. La Suisse appelle les parties à revenir à la table des négociations et à travailler à une solution politique.

La Suisse appelle aussi l'État iraquien à garantir que les responsabilités soient établies. Nous nous joignons à l'invitation à adhérer au Statut de Rome faite à l'Iraq par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Quant à tous les extrémismes violents qui peuvent aboutir à des actes terroristes, il s'agit aussi de se préoccuper de leurs causes, de montrer aux jeunes que la violence n'est pas une perspective d'avenir. La création à Genève du Fonds mondial pour la mobilisation et la résilience communautaires est un pas important dans ce sens.

La terre, en 2014, voit des crises se conjuguer au Proche-Orient, dans le Maghreb, en Afrique, en Europe aussi, où la guerre est revenue avec la crise ukrainienne, situation qui affaiblit la sécurité de tout le continent. La violation des principes de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe ainsi que du droit international, qu'il s'agisse d'une annexion illégale de territoire, comme celui de la Crimée par la Russie, ou d'incursions militaires dans l'Est de l'Ukraine, appelle une réponse ferme de la communauté internationale. Mais cette réponse doit rester également pondérée; elle doit laisser la place au dialogue; elle doit permettre une approche coopérative afin que l'on puisse discuter ouvertement des divergences. Se contenter d'isoler la Russie du reste de l'Europe ne résoudrait

aucun problème et en créerait de nouveaux, en Europe et au-delà.

La stabilité pourra revenir en Ukraine, elle pourra revenir en Europe si nous parvenons à résoudre cette crise avec la Russie, et non contre elle; et cette stabilité sera d'autant plus durable si l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) – que la Suisse préside cette année – parvient à reconsolider les bases de la sécurité coopérative entre les régions euro-atlantique et eurasiennne. En sa qualité de Présidente de l'OSCE, la Suisse soutient pleinement le travail indispensable du groupe de contact avec l'Ukraine et la Russie; elle prend les mesures visant à accroître les moyens de la mission spéciale d'observation civile, ce qui implique d'ailleurs un soutien renforcé de la part des États participants; et elle salue la bonne collaboration avec les Nations Unies.

Dans ce monde instable, la Suisse s'engage pour plus de sécurité, en œuvrant en priorité là où elle peut apporter le plus. Et là où elle peut apporter le plus, c'est la prévention des conflits. Pour prévenir la violence, il faut d'abord une bonne formation pour tous, des opportunités pour chaque jeune. Nous saluons à cet égard l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout, lancée par le Secrétaire général. La Suisse promeut l'éducation massive en ligne libre et veut également développer l'apprentissage dual, en école et en entreprise, qui implique un engagement commun de l'État et des partenaires sociaux.

Pour prévenir les tensions, il faut ensuite savoir donner une voix à tous, intégrer. Au cœur de l'histoire de la Suisse et du secret de sa stabilité séculaire, on trouve le partage du pouvoir, un dialogue direct avec les minorités, et des compétences réparties entre le centre et les régions : au fond, plus de consultations pour moins de confrontations. Pour prévenir et gérer les tensions, nous devons encore renforcer les capacités de médiation de l'ONU et des organisations régionales de sécurité, en particulier de la plus grande d'entre elles, l'OSCE.

La Suisse a décidé d'intensifier sa coopération internationale en matière de développement et dans le domaine humanitaire : nous y consacrerons l'an prochain des moyens équivalant à 0,5 % du revenu national brut. En d'autres termes, pour aider les plus pauvres de notre planète, nous consacrons un peu plus d'1 dollar par jour et par habitant de mon pays.

Le processus pour l'après-2015 peut transformer les défis du monde en opportunités. Il doit y avoir un

seul programme de développement durable universel, avec des objectifs communs, et nous devons tous agir pour qu'on les atteigne vraiment. Et si toutes les nations sont réellement unies, alors nous pouvons faire en sorte que plus personne dans le monde à l'avenir ne vive dénué de tout. Nous pouvons faire en sorte que la création d'emplois et la création de richesses, et donc les entreprises, développent les droits des êtres humains et respectent les ressources limitées de notre terre.

Aujourd'hui, il est des crises qui ne peuvent pas attendre les discussions sur un programme, aussi durable soit-il. La Suisse a décidé d'augmenter son engagement humanitaire dans la lutte contre l'horreur d'Ebola. Mon pays déploie aussi les compétences de ses centres de recherche, parmi les meilleurs au monde, qui travaillent au développement et au déploiement d'essais cliniques pour les vaccins. De même, nous devons tout faire, chaque jour, pour protéger la jeunesse des horreurs de la guerre. La place des enfants et des jeunes est à l'école et dans leur famille, pas sur les champs de bataille. La Suisse intensifie son action pour la protection et pour la santé des femmes, en particulier des jeunes filles, et lance aussi un plan d'action pour lutter contre le phénomène des enfants-soldats, des enfants auxquels on ne doit pas enlever leur droit d'être des enfants, tout simplement.

Pour relever tous ces défis, nous avons besoin de la volonté commune des Nations Unies, mais aussi d'une organisation qui fonctionne de manière efficace, transparente et démocratique. Les mots « Nous, peuples des Nations Unies », par lesquels débute la Charte des Nations Unies, nous rappellent que l'ONU, pour être au service de ses buts, doit être d'abord à l'écoute et au service des peuples. Concrètement, il faut développer les organes consacrés à la prévention des conflits. La Suisse salue l'initiative du Secrétaire général pour les droits de l'homme, en particulier dans les régions sensibles. Au nom de 55 États, mon pays a lancé un appel pour que l'on alloue davantage de fonds à ces activités importantes. Il faut également renforcer les missions politiques spéciales pour la prévention des conflits et l'activité de la Commission de consolidation de la paix. L'énergie des Nations Unies doit être entièrement mise au service du travail sur le terrain, dans l'intérêt des peuples, et non se perdre dans les méandres administratifs. Avec huit autres pays, la Suisse a mandaté un groupe d'experts pour une réforme des processus de planification et du budget.

Enfin, la force de l'ONU face aux défis du monde se joue aussi dans sa légitimité, sa capacité d'être transparente, d'être inclusive, également au Conseil de sécurité. Les membres permanents ne devraient pas bloquer avec un veto les actions visant à prévenir ou à faire cesser les génocides, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre. La Suisse salue donc l'initiative de la France en faveur d'un accord volontaire des membres permanents afin d'encadrer le veto en cas d'atrocités massives.

Un jour, il y a longtemps, un jeune homme qui traversait le nord de l'Italie a été horrifié par les souffrances sur les champs de bataille. C'était à Solferino, au XIX^e siècle. Ce jeune homme s'appelait Henry Dunant. Il a soigné les soldats avec l'aide des femmes de la région. Puis, de retour à Genève, il s'est engagé corps et âme pour sensibiliser le monde à ce drame. Grâce à son engagement est né le Mouvement de la Croix-Rouge. Grâce à son insistance a été signée la première Convention de Genève, il y a exactement 150 ans, en 1864. Dans ce document, que je montre ici à l'Assemblée générale et que je remettrai à son Président – il s'agit d'une reproduction de l'original de l'époque –, les États s'engageaient à secourir les soldats blessés, à respecter et à faire respecter ces principes d'humanité. Le droit international humanitaire était né. Or, aujourd'hui, 150 ans plus tard, le droit humanitaire est trop souvent violé et ignoré. La Suisse et le Comité international de la Croix-Rouge ont été mandatés pour consulter les États pour émettre des recommandations. Nous présenterons l'an prochain une initiative concrète afin de renforcer le respect du droit humanitaire pour mettre en place des mécanismes communs et un forum institutionnel.

Depuis 150 ans, l'esprit de Genève, l'esprit du droit international, rayonnent dans le monde comme un phare, lieu de paix, lieu de l'humanitaire, lieu pour l'humanité. Genève est un don pour la Suisse et pour le monde, que nous voulons renforcer encore pour apporter des solutions utiles à l'humanité. Comme Malala et comme Damian, Henry Dunant rêvait de paix, de liberté, de prospérité pour le monde. Son histoire, celle de la Croix-Rouge, celle des Conventions de Genève, est un message d'engagement : l'action de chacun d'entre nous peut faire la différence. Dans quelques jours, la Suisse rebaptisera l'un des plus hauts sommets de ses montagnes, les Alpes, qui portera à l'avenir le nom de « pointe Dunant ». Henry Dunant, premier lauréat du prix Nobel de la paix, rejoindra ainsi les sommets.

Ici, où les nations se rassemblent, nous pouvons déplacer les montagnes, pour autant que nous soyons unis pour travailler ensemble à réaliser le rêve de Malala, celui de Damian, celui de tous les jeunes de la terre. Au fond, nous leur devons cela, nous leur devons un monde meilleur. Nous pouvons construire ce monde ensemble si nous voulons agir comme des nations réellement unies dans le dialogue et dans l'action. Des nations unies dont les gouvernements trouvent leur force par le peuple; trouvent leur force pour le peuple; des nations unies qui trouvent leur inspiration par la jeunesse et pour la jeunesse.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Confédération suisse de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Didier Burkhalter, Président de la Confédération suisse, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Tchad.

M. Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Deby Itno : La soixante-neuvième session nous propose un thème qui nous invite à approfondir les échanges sur le modèle de développement que nous voulons pour le monde après 2015. Le thème, «Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015», interagit parfaitement avec le précédent, sur « Le programme de développement pour l'après-2015 : plantons le décor ».

Durant les sessions précédentes, nous avons fait le constat selon lequel le développement, à travers l'atteinte des objectifs du Millénaire, n'a pas produit les résultats escomptés pour bon nombre d'États. Parmi les principales causes figurent en bonne place la faiblesse de solidarité dans le financement de ces objectifs, leur

inadaptation aux préoccupations et réalités de l'Afrique, ainsi que l'apparition de multiples crises mondiales, tant financière, alimentaire, environnementale que sécuritaire. L'élaboration, unanimement saluée, d'un agenda pour l'après 2015 nous a donné l'occasion de revisiter en profondeur les OMD, en y apportant des réponses appropriées. L'Afrique, pour sa part, a adopté une position commune qui requiert l'adhésion de tous les États et ses partenaires. Cette position commune africaine s'inscrit dans la Vision 2063 de l'Afrique. C'est pourquoi le Tchad, mon pays, y apporte son total soutien et souhaite que cette approche puisse figurer en bonne place dans le programme de développement pour l'après-2015.

Malheureusement, nous remarquons qu'à la veille de cet important rendez-vous pour l'après-2015, les mêmes défis sécuritaires persistent. Les conflits armés et le phénomène du terrorisme s'accroissent constituant ainsi des menaces perpétuelles dans plusieurs régions d'Afrique. Ceux-ci sont aggravés par le phénomène migratoire qui prive notre continent, l'Afrique, de ses bras valides. Il nous faut donc conjuguer nos efforts pour apporter des réponses énergiques et adéquates à ces phénomènes qui compromettent dangereusement l'avenir de notre continent.

Au demeurant, je saisis cette occasion pour louer l'élan de solidarité que nous témoigne la communauté internationale face à la lutte contre le terrorisme et le sous-développement. L'Afrique demeure favorable aux différentes stratégies pour la sécurité et le développement, initiées par les Nations Unies, l'Union européenne et bien d'autres organisations, en faveur du Sahel. Nous souhaitons que la mise en œuvre de celles-ci soit effective afin de permettre à notre continent de lutter efficacement contre ces phénomènes récurrents.

Mais, au-delà de l'appui international, ces défis sécuritaires exigent que les pays africains puissent prendre en main leur propre sécurité par la mise en place des dispositifs qui permettent d'assurer la sécurité aux niveaux national, régional et continental. Les pays du Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, se sont mobilisés à travers le Groupe des Cinq (Sahel) en vue de mutualiser leurs efforts pour bâtir un système solide de résilience, de bonne gouvernance, de sécurité et de paix. Car il est fortement établi que la sécurité d'un pays ou d'une région est directement liée à son développement, à celui de ses voisins et, partant, à celui de tout le continent.

Le Sommet sur le terrorisme du Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine, que nous avons présidé le 2 septembre dernier à Nairobi, au Kenya, participe de cette concertation permanente. Celle-ci vise à examiner de façon approfondie la menace terroriste et de convenir de mesures spécifiques et concrètes pour renforcer l'efficacité des actions collectives contre ce fléau. Ce sommet nous a également offert l'occasion de marquer notre solidarité avec le Kenya en particulier et, d'une façon plus générale, avec la région de l'Afrique de l'Est, confrontée à la menace du groupe terroriste des Chabab.

La décision de créer des mécanismes tels que la capacité africaine de réaction immédiate aux crises ou la force régionale africaine pour le Sahel-Sahara et l'Afrique centrale procède de cette volonté régionale et continentale pour donner une réponse adéquate au terrorisme qui gagne progressivement du terrain en Afrique. Nous exhortons les pays de la Commission du bassin du lac Tchad à prendre les mesures nécessaires pour rendre opérationnelle la Force multinationale conjointe en vue de lutter contre les activités terroristes de Boko Haram.

S'agissant du règlement des conflits, le Tchad continue à contribuer à la paix et à la réconciliation en Afrique. Cette bonne volonté s'est matérialisée par l'organisation sur son territoire, à Amdjaress, dans le nord, du Forum de paix et de réconciliation entre les frères ennemis du Darfour. Le Tchad se félicite de l'organisation du forum de Brazzaville sur la réconciliation et le dialogue inclusif entre les frères centrafricains, auquel il a pris une part active dans la recherche des solutions aux crises centrafricaines.

Mon pays se réjouit du dialogue inter-malien en vue du retour définitif de la paix et de la sécurité dans ce pays. Il note avec satisfaction le processus de réconciliation engagé au Soudan du Sud pour ramener les sud soudanais à fumer le calumet de la paix.

Nous sommes convaincus que le dialogue sincère et le dépassement de soi sont des vertus capables d'aider à la résolution des problèmes. Mon pays continuera à appuyer ce processus de dialogue et de réconciliation.

Pour ce qui est de la Libye nouvelle, ce pays peine à exister comme une entité homogène depuis la chute du régime de Kadhafi et son assassinat. La violence redouble d'intensité et les populations sont dans la peur permanente. Les pays voisins de la Libye se concertent afin d'aider ce pays frère à retrouver sa stabilité. Mais c'est toute la communauté internationale qui est

interpellée par cette situation sécuritaire grave qui prévaut dans ce pays. Les frères libyens des différentes composantes politiques et sociales doivent comprendre que la paix ne peut provenir que des Libyens eux-mêmes. Par conséquent, ils doivent s'engager résolument dans un processus de règlement politique, seule voie appropriée pouvant sauvegarder la paix, l'unité et l'intégrité territoriale de la Libye.

Le Tchad, pays voisin de la Libye, de la République centrafricaine, du Soudan et du Nigéria, accueille sur son sol des centaines de milliers de réfugiés et de déplacés qui ont fui les conflits armés ou les exactions des terroristes. Nous comptons depuis 2003 plus de 500 000 réfugiés venant de ces pays voisins, plus de 200 000 Tchadiens rapatriés de Libye et de la République centrafricaine pour des raisons de sécurité, y compris les déplacés tchadiens. Un plan national de réponse globale, élaboré par le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers, a été adopté et est en cours de mise en œuvre en leur faveur. Mais ce plan nécessite le concours financier et matériel de la communauté internationale.

À ces différentes situations de conflit s'ajoutent d'autres défis non moins importants comme la pauvreté, le sous-développement et les maladies. Je voudrais ici souligner la grave crise d'Ebola qui affecte certains pays du continent africain. Celle-ci ravage les populations et met à rude épreuve les économies concernées. Pour sa part, le Tchad apportera sa contribution financière à ces pays. La communauté internationale doit agir, et agir vite, dans un cadre coordonné car le virus d'Ebola ne connaît pas de frontières. Je salue l'élan de solidarité de la communauté internationale visant à contenir la propagation de ce fléau.

Au-delà de l'Afrique, nous appelons à une résolution pacifique des conflits en Ukraine, en Syrie, et entre Israël et la Palestine, pour ne citer que ceux-là. Pour ce qui est de la Palestine précisément, nous pensons que l'usage disproportionné de la force et les dégâts humains et matériels occasionnés à Gaza sont inacceptables et doivent interpellier la conscience humaine. Il est plus qu'urgent de trouver une solution à ce conflit qui n'a que trop duré. Nous appelons donc toutes les parties à la retenue et au dialogue en vue de parvenir à une solution juste, globale et durable.

Quant à l'embargo auquel Cuba est soumise depuis quelques années, nous réitérons une fois plus notre appel à sa levée pure et simple.

La paix, la stabilité et le développement sont intimement liés au respect des règles et valeurs universelles partagées dont la justice est le socle. Toutefois, nous constatons avec regret que ces principes universels ne sont pas souvent respectés, surtout par les puissants de ce monde. C'est le cas de la justice pénale internationale qui, au lieu d'être neutre, impartiale et indépendante, semble consacrer plutôt la pratique du deux poids, deux mesures en ne poursuivant que les faibles – 90 % sont des Africains.

Le débat sur la réforme du Conseil de sécurité doit être mené à son terme en tenant compte des intérêts et préoccupations de tous les États du monde afin que celui-ci reflète la configuration actuelle du monde. Il est injuste que l'Afrique, avec un milliard d'habitants, soit le seul continent n'ayant pas un représentant permanent dans cet organe.

Sur le plan national, le Tchad s'est doté d'un plan national de développement 2013-2015 et d'un programme national de sécurité alimentaire qui visent à rendre opérationnel un développement résilient et émergent d'ici à 2025, porté par des sources de croissance diversifiées et durables, créatrices de valeur ajoutée et d'emploi. Ce plan assure à chaque Tchadien un accès adéquat aux services sociaux de base, à un logement décent et à une offre adéquate de formation. C'est le lieu de remercier une fois de plus tous nos partenaires qui ont annoncé leur participation au financement de ces deux programmes lors de la Conférence de Paris en juin dernier.

Pour favoriser un climat apaisé de la vie politique nationale, le Tchad a eu recours à des mécanismes de gouvernance politique dont le tout dernier est le Cadre national de dialogue politique, créé en avril 2013. Ce mécanisme s'adapte mieux à l'évolution politique actuelle, car il associe la société civile aux partis politiques. Ces mécanismes ont eu le mérite de faire régner une stabilité propice au développement économique et social d'un pays dont les défis restent considérables.

Pour améliorer la gouvernance, le Tchad a adhéré au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, de l'Union africaine, et à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives. Cette adhésion démontre à suffisance notre volonté de gérer les ressources nationales dans la transparence totale. Le Tchad continuera de s'atteler à la consolidation de l'état de droit et de la bonne gouvernance, par des réformes substantielles de ses institutions; à la lutte contre le

chômage, par la création d'emplois au profit des jeunes; et à la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Tchad de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la République d'Estonie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Estonie.

M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la République d'Estonie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la République d'Estonie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ilves (*parle en anglais*) : Au cours des 364 jours qui se sont écoulés depuis que j'ai eu l'honneur de prendre la parole pour la dernière fois devant l'Assemblée, le monde a considérablement changé. Nous avons assisté à un profond changement sur le plan de la sécurité mondiale. Nous avons affaire à des menaces sans précédent à la paix et à la sécurité dans l'Europe de l'après-Seconde Guerre mondiale et dans le monde, tandis que la communauté internationale reste aux prises avec les problèmes du terrorisme, des changements climatiques, des violations des droits de l'homme et de la propagation du virus Ebola.

Nous avons besoin d'un effort concerté pour ramener la paix et la stabilité en Europe et au Moyen-Orient, et rendre sa crédibilité au droit international. Aucune circonstance ne saurait jamais justifier le terrorisme sous quelque forme que ce soit. En signant les conventions des Nations Unies contre le terrorisme, les États s'engagent à prévenir et à poursuivre les crimes terroristes, et à s'abstenir de soutenir ou de tolérer tacitement ces crimes.

L'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) constitue une grave menace pour les peuples iraquien et syrien, tout comme pour l'ensemble du Moyen-Orient.

Cette organisation terroriste exécute des prisonniers, tue des civils et commet des actes de génocide contre les minorités religieuses et nationales. Sa brutalité, ses crimes barbares et son idéologie aux extrêmes sont une menace pour toute l'humanité. Elle est un défi aux valeurs humaines universelles énoncées dans les documents de l'ONU. Nous devons arrêter ces terroristes. L'Estonie approuve tous les efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre l'EIIL et les autres organisations terroristes, et elle est prête à contribuer à ces efforts. Je tiens à saluer l'adoption aujourd'hui de la résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité sur les combattants terroristes étrangers.

Il y a un quart de siècle, en l'*annus mirabilis* de 1989, l'Europe et le monde démocratique célébraient un retournement de situation historique : le mur de Berlin venait de tomber; la guerre froide qui divisait depuis un demi-siècle le monde en deux camps hostiles prenait fin. Cette année, nous devrions célébrer l'anniversaire du triomphe de la liberté et de la démocratie. Au lieu de cela, 2014 se révèle une année où l'ordre international tel que nous l'avons connu depuis la guerre froide est violé et remis en question. Une certaine conception cynique de la géopolitique des relations internationales est une fois de plus en évidence. Les accords internationaux sur lesquels reposait la stabilité du dispositif de sécurité de l'après-Deuxième Guerre mondiale ont été compromis.

Je tiens à rappeler ce sur quoi nous nous sommes collectivement mis d'accord. La Charte des Nations Unies de 1945 déclare que :

« Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, [...] contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État ».

Dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé à Helsinki en 1975, tous les pays transatlantiques ont décidé de ne pas recourir à la force pour modifier des frontières ou de ne pas remettre en cause l'indépendance politique d'un État quel qu'il soit. Les États sont convenus de tenir pour inviolables les frontières de chacun d'entre eux; de s'abstenir de faire du territoire de l'un d'entre eux l'objet d'une occupation militaire organisée. Aucune occupation ou acquisition de cette nature ne serait reconnue comme légale. Dans la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, adoptée à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) de 1990, tous les signataires, de Vancouver à Vladivostok, ont

accepté de « reconna[ître] pleinement aux États la liberté de choisir leurs propres arrangements en matière de sécurité ».

En annexant la Crimée et en envahissant l'est de l'Ukraine, l'un des signataires a violé tous ces accords. Ainsi, nous nous trouvons dans un contexte totalement nouveau et imprévu sur le plan de la sécurité. Nous devons faire appliquer les accords fondamentaux dont dépendent notre paix et notre sécurité.

La crise ukrainienne n'est pas seulement un conflit entre deux pays. Ce n'est même pas uniquement une question européenne. Si, en lieu et place des accords et des lois, la force brute s'impose dans les relations internationales; si la modification des frontières d'un État par la force devient une norme acceptée, alors la stabilité du monde entier se retrouve menacée. Comme l'a dit ce matin le Président Obama, « Cette vision est celle d'un monde dans laquelle force fait loi » (A/69/PV.6, p. 13). Et il a ajouté : « Nous croyons que loi fait force » (*ibid.*). L'Estonie pense de même. Nous y croyons aussi.

Ces faits nouveaux doivent être fermement condamnés. La communauté internationale ne peut laisser la Crimée dans son état actuel. Nous ne saurions accepter les conflits gelés créés à des fins géopolitiques. Un référendum conforme au droit international ne peut s'organiser en deux semaines en présence de forces armées étrangères. Les résultats d'un référendum de ce type ne sauraient être considérés comme valides. L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale doivent rester les droits fondamentaux des États et des nations. Cela comprend notamment le droit de décider de leur propre avenir et de choisir leurs alliés, comme le stipule la Charte de Paris de la CSCE. Ces libres choix de nations souveraines ne peuvent pas servir d'excuses à l'agression. Néanmoins, ce n'est même pas le souhait de l'Ukraine de choisir ses propres arrangements en matière de sécurité qui a été utilisé pour justifier l'agression. C'est simplement son désir d'améliorer ses relations commerciales et politiques avec l'Union européenne, ce qui n'est pas un arrangement de sécurité, qui a conduit au démembrement du pays.

Que pouvons-nous donc faire pour redonner leur validité aux accords internationaux? Il y avait déjà eu des signes avant-coureurs des événements actuels en Ukraine. Le signal d'alarme avait déjà été donné six ans auparavant en Géorgie, mais rares sont ceux qui ont pris la peine d'écouter cette semonce. Nous devons, par conséquent, prendre la prévention des conflits plus au

sérieux. Nous devons soutenir les États dans le choix qu'ils font de la démocratie, de l'état de droit et des droits de l'homme, et dans les décisions qui en découlent. Les faits survenus récemment nous obligent à reconsidérer sérieusement le rôle de l'ONU. Comment peut-on promouvoir l'un des objectifs fondamentaux de l'ONU, à savoir la paix et la sécurité internationales, lorsque les accords internationaux fondamentaux sont bafoués, les frontières étatiques modifiées et les territoires annexés par la force?

Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur la paralysie dans laquelle s'est retrouvé le Conseil de sécurité tandis que l'on voyait la justice internationale dévoyée et de multiples crises dégénérer. Le Conseil de sécurité doit être réformé. Il faut en revoir les méthodes et les principes de travail, en apportant une attention particulière à l'ouverture de ses processus, à sa responsabilité devant le monde et à la transparence de son fonctionnement. Les membres permanents du Conseil de sécurité portent une énorme responsabilité en tant que garants de la paix internationale. Aucun membre permanent ne doit abuser du droit de veto pour contourner les principes de la Charte des Nations Unies.

Les droits de l'homme demeurent la plus précieuse des valeurs de l'ONU. Malheureusement, le respect des droits de l'homme ne peut toujours pas être considéré comme la norme. Nous ne pouvons accepter l'argument selon lequel dans certains pays, les droits de l'homme ne s'appliqueraient pas pour des raisons culturelles. Les droits de l'homme, comme en dispose la Déclaration universelle, sont universels, inaliénables et inviolables. Ils sont fondés sur l'humanité et la dignité de chaque personne.

Ni la paix, ni la justice, ni la stabilité, ni la sécurité ne peuvent être garanties tant que les droits fondamentaux de tous les êtres humains ne sont pas respectés et protégés dans chaque pays, par tous les gouvernements. Nous devons de surcroît accorder une attention particulière aux droits des catégories les plus vulnérables. Les droits des femmes doivent être protégés partout. Il est indispensable de veiller à l'autonomisation effective des femmes et à la lutte contre la violence sexuelle, en application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Nous devons respecter les droits des enfants et des minorités, ainsi que ceux des peuples autochtones. Nous devons prendre soin des personnes qui ont des besoins particuliers.

La liberté d'expression reste un droit crucial. Certains États s'efforcent d'empêcher la libre circulation

de l'information sur l'Internet et de découper le cyberspace suivant les frontières nationales. Nous devons éviter cela. L'Internet doit rester un cadre universel d'échange désinhibé d'informations. L'Estonie est fière d'être un membre fondateur de la Coalition pour la liberté en ligne, communauté de 23 pays ayant à cœur de promouvoir la liberté d'expression en ligne et le modèle multipartite d'un Internet de liberté et d'ouverture. Il s'agit d'une initiative mondiale réunissant gouvernements, organisations non gouvernementales, entrepreneurs et groupes de réflexion.

En avril, la Coalition pour la liberté en ligne, réunie dans notre capitale, a rendu public le Programme de Tallinn, déclaration dans laquelle nous exprimons notre commune et ferme conviction que toutes les personnes sont en droit de jouir des mêmes droits et libertés, en ligne comme hors ligne. Il ne s'agit pas d'une question de mode de vie : l'Internet est un moteur de croissance économique et un outil capital de développement. Depuis les années 90, il a pris son essor pour devenir un réseau mondial de près de 3 milliards d'utilisateurs. La majorité des utilisateurs de l'Internet qui formeront le prochain milliard viendront de pays en développement. Le programme de développement de l'ONU pour l'après-2015 doit reconnaître l'importante contribution qu'apportent les nouvelles technologies et les services en ligne à la sécurité et à la prospérité mondiales. Or, alors que nous devenons de plus en plus dépendants des services numériques dans notre vie quotidienne, nous sommes de plus en plus vulnérables aux cyberattaques. La cybersécurité est essentielle, non seulement à la protection des droits, mais également à la prospérité économique. Les cyberattaques peuvent paralyser des infrastructures ou services essentiels. Elles peuvent provoquer d'énormes préjudices économiques. Toutefois, limiter l'accès à l'Internet ou en censurer les contenus n'est pas la solution à l'insécurité en ligne.

Il est essentiel de réaliser l'objectif du développement durable si l'on veut pouvoir s'attaquer à certains des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Même dans les conditions de sécurité fragiles que nous connaissons actuellement, nous devons prendre soin de l'avenir de la planète et travailler à un monde dans lequel chacun puisse vivre une vie digne, à l'abri de la pauvreté, de la violence et de l'exclusion. Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, c'est un objectif difficile à réaliser en l'absence de paix et de stabilité.

Aujourd'hui, le monde est également confronté à l'apparition d'un virus meurtrier. Il ne s'agit plus d'un problème d'ordre local préoccupant un petit nombre de pays : l'Ebola est devenu une urgence sanitaire d'envergure internationale. En dépit des efforts d'ores et déjà consentis par les gouvernements et les organisations internationales, l'épidémie se propage à grande vitesse. Nous appuyons les efforts déployés par la coalition mondiale de lutte contre l'Ebola, a qui a été confiée la tâche d'enrayer et d'arrêter la propagation du virus.

Les changements climatiques représentent déjà une menace existentielle pour certains pays, sur les conditions de vie et la sécurité desquels ils ont des répercussions dramatiques. Les petits États insulaires en développement sont les plus vulnérables. Si nous n'agissons pas suffisamment tôt, d'autres pays seront également menacés. Nous devons envisager ce problème globalement, et pas seulement du point de vue d'intérêts nationaux ou économiques à court terme.

Les risques de conflit, de violence, d'insécurité, d'effondrement financier et économique, de changement climatique, de pénurie de ressources et de catastrophes naturelles sont inextricablement liés et doivent être traités globalement. Le nouveau programme de développement pour l'après-2015 doit être véritablement universel. Il est préférable de traiter ensemble les objectifs de développement durable. Le progrès, dans ces domaines, sera garanti par la bonne gouvernance, la transparence des processus de prise de décisions et une faible corruption. Des institutions efficaces et comptables de leur action sont des facteurs puissants de développement durable, et la technologie numérique moderne nous aide à les mettre en place. En Estonie, nous avons mis au point un système de gouvernance en ligne qui permet de renforcer la transparence et de limiter la corruption. Nous avons fait connaître ce système à tous les partenaires intéressés et sommes disposés à continuer de le faire.

Depuis le 8 mai 1945, nous pensions nous être débarrassés pour de bon de certains démons idéologiques. Pourtant, nous voyons aujourd'hui réapparaître des idées remontant à 1938, depuis longtemps discréditées. La présence de personnes de même origine ethnique à l'étranger sert de justification à l'annexion de territoires. Nous sommes en 2014, pas en 1938. De même, nous voyons réapparaître des idéologies fondées sur la haine, le mensonge et la propagande. Nous nous devons d'être clairs dans notre condamnation de l'ultranationalisme, de l'homophobie, de la xénophobie et de l'extrémisme

religieux. Nous devons rappeler et réaffirmer les valeurs que l'ONU a été créée pour protéger. L'ONU, instrument mondial de paix et de sécurité sans équivalent, doit réussir là où la Société des Nations a autrefois échoué.

N'oublions pas qu'il y a 75 ans, le 23 août 1939, un pacte a été signé entre l'Allemagne d'Hitler et l'Union des Républiques socialistes soviétiques de Staline pour diviser l'Europe de l'Est entre leurs sphères d'influence. Une semaine plus tard, le 1^{er} septembre, Hitler attaquait la Pologne. Le 17 septembre – deux semaines et demie plus tard –, l'Union soviétique, naguère alliée d'Hitler, attaquait également la Pologne, et la Seconde Guerre mondiale commençait.

Le 31 août dernier a marqué le vingtième anniversaire du départ des forces d'occupation d'Estonie, des troupes qui avaient été stationnées dans le pays en conséquence de ce pacte signé par Staline et Hitler. Pourtant, quelques jours seulement après, le 5 septembre, un policier estonien a été enlevé par des services de sécurité étrangers sur le sol estonien et emmené de force à Moscou, où il est toujours détenu dans la prison de Lefortovo, de triste réputation.

Nous ne pouvons permettre à quiconque, en aucune circonstance, de diviser des pays en sphères d'influence. La communauté des nations n'est sûre que dans la mesure où ses membres les plus petits peuvent se sentir en sécurité. Nous ne pouvons ni ne saurions accepter que la menace et l'intimidation aient cours dans les relations internationales de ce XXI^e siècle. Nous ne connaissons de paix, de sécurité et de prospérité en Europe et dans le monde que lorsque nous aurons de nouveau trouvé un moyen de faire respecter et de revalider les accords que nous avons tous signés et auxquels nous sommes parties.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Estonie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la République d'Estonie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Guinée équatoriale.

M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Obiang Nguema Mbasogo (*parle en espagnol*) : Je viens ici présenter à cette session de l'Assemblée générale tous les vœux de paix, d'amitié et de solidarité du peuple de Guinée équatoriale et dire que son gouvernement est prêt à apporter sa pleine contribution à notre tâche commune qui est de maintenir la paix et la stabilité dans le monde et de promouvoir le développement harmonieux de l'humanité.

Qu'il me soit permis, avant toutes choses, de féliciter S.E.M. Sam Kutesa pour sa brillante élection à la présidence des travaux de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, une élection méritée justifiée par la politique de paix, le respect des principes du droit international et la promotion du développement dont son pays, la République d'Ouganda, s'est fait le champion. En effet, le thème choisi pour cette présente session de l'Assemblée générale « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 » est symptomatique de la volonté de l'Ouganda de triompher des problèmes actuels de sous-développement dans le monde.

La Guinée équatoriale est bien consciente de la pertinence et de l'importance des thèmes qui seront examinés au cours des deux réunions de haut niveau qu'il se propose d'organiser sur les moyens de mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015 et sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, en mars de cette année.

Nous tenons également à remercier et à féliciter le Secrétaire général des Nations Unies, S.E.M. Ban Ki-moon, pour le travail remarquable qu'il a réalisé à la direction de cette organisation mondiale dans les circonstances très difficiles de la conjoncture internationale, à savoir, la prépondérance du terrorisme, la piraterie, les activités mercenaires et les grandes endémies qui affectent le monde aujourd'hui. En effet, la présente session de l'Assemblée générale a la grande responsabilité de trouver des solutions aux problèmes de la pauvreté et de la faim dans le monde; de la violence

et des conflits armés; du terrorisme; de la piraterie et des activités mercenaires; et des grandes endémies, auxquelles vient de s'ajouter récemment la fièvre hémorragique Ebola qui fait des ravages dans quelques pays du continent africain.

Face aux conséquences mortelles de l'épidémie d'Ebola et au manque de moyens pour la combattre, le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale, en anticipation de la deuxième remise du prix international du Fonds UNESCO-Guinée équatoriale pour la recherche en sciences de la vie, a annoncé qu'il allait faire don de 2 millions de dollars des États-Unis à l'Organisation mondiale de la Santé pour le financement de ses programmes de lutte contre cette maladie.

L'ONU ne saura trouver de solutions à ces problèmes difficiles si elle ne renforce ni ne revitalise la fonction de cette assemblée dont le rôle, ces dernières années, est en mode automatique. L'ONU ne pourra pas trouver de solutions définitives à ces problèmes si le Conseil de sécurité n'applique pas les normes qui respectent l'esprit de la démocratie et de la justice internationale. En fin de compte, l'ONU ne pourra pas trouver de solutions satisfaisantes à ces problèmes tant que perdure le système actuel d'empire de la force dans les relations internationales.

C'est ainsi que la République de Guinée équatoriale est extrêmement préoccupée par la prolifération des interventions qui ne respectent pas le principe de non-ingérence dans les affaires internes des États. Ces interventions interrompent le processus démocratique propre à ces pays car elles ne prennent pas en considération les caractéristiques idiosyncratiques de ces sociétés et en exacerbent les divisions et l'instabilité sociopolitique. Nous devons établir une distinction claire entre ce qui constitue un appui à un processus démocratique interne authentique et une ingérence exercée par des pressions qui provoquent l'incompréhension, l'intolérance, la marginalisation, le ressentiment, la haine entre concitoyens et les guerres fratricides.

En Guinée équatoriale, nous disons que la démocratie n'est pas un produit d'importation qui peut être conçu dans les bureaux d'autres pays. La démocratie doit être conforme aux valeurs positives d'une société, et seul le peuple est en droit de définir le modèle qui lui convient et de tracer sa propre voie vers le développement.

C'est forte de cette vision qu'en 1982 la République de Guinée équatoriale a mis en pratique la Théorie de l'expérience démocratique, selon laquelle les citoyens eux-mêmes participent, par le biais de conseils municipaux, à l'élaboration de leur développement politique. C'est l'application de cette théorie qui, à travers plusieurs réformes politiques, est à l'origine du climat actuel de paix, de stabilité et de prospérité économique.

La dernière en date de ces réformes a fait de la Guinée équatoriale un État démocratique moderne où la participation et la représentation populaires enregistrent le pourcentage le plus haut possible. L'alternance au pouvoir est garantie par l'égalité des droits dont jouissent toutes les tendances politiques. La gestion des affaires publiques se fait en toute transparence et dans le plein respect du principe de responsabilité. Les droits de l'homme sont protégés et contrôlés par des institutions fiables.

Dans cet esprit visant à assurer la participation de tous les Guinéens à la gestion et à l'administration des affaires publiques, le Gouvernement a invité toutes les tendances politiques à l'intérieur du pays comme au sein de la diaspora à participer, en novembre, à un dialogue national qui permettra de renforcer la démocratie dans le pays. Ce sera une expérience positive dans le cadre du processus de démocratisation qui est en place depuis 1982.

Parallèlement à ce processus politique, et grâce à la paix et à la stabilité politique que nous avons pu instaurer, le Gouvernement s'est engagé dans un processus de gestion économique pour exploiter les ressources naturelles du pays, ce qui nous permet d'aspirer à entrer dans la catégorie des économies émergentes d'ici à 2020. Au nom du peuple équato-guinéen, je tiens à remercier les pays, en particulier les États-Unis d'Amérique, la République populaire de Chine, la République de Cuba, la France, le Brésil, la Russie et le Maroc, qui coopèrent avec mon gouvernement en vue de développer nos relations économiques et commerciales.

Pour terminer, et avec le fervent espoir que l'ONU jouera de nouveau le rôle de premier plan qui lui revient en tant que garante de la paix, de la sécurité et du développement mondial, je souhaite à l'Assemblée générale plein succès à sa soixante-neuvième session.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président

de la République de Guinée équatoriale de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka.

M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rajapaksa (*parle en anglais*) : Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection en tant que Président de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Nous vous souhaitons plein succès et vous assurons de notre entière coopération.

Le thème de la présente session, « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 », est tout à fait opportun. Le monde a connu bien des changements depuis que l'ONU a été créée, et depuis l'an 2000, beaucoup de progrès ont été accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Toutefois, nombreux sont les défis qui restent à relever. À cet égard, on ne saurait ignorer l'importance morale et pratique de garantir l'équité dans le monde et la viabilité de notre planète.

Le Commonwealth, dont Sri Lanka assure actuellement la présidence, regroupe plus d'un quart des Membres de l'ONU. En novembre 2013 à Colombo, les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth ont convenu de contribuer au processus d'élaboration du nouveau programme de développement mondial pour l'après-2015. Ils ont souscrit à l'objectif central de ce programme, à savoir l'élimination de la pauvreté extrême, et réaffirmé leur attachement au développement durable. Cette position à l'égard du programme de développement pour l'après-2015 se fonde sur les valeurs

et les principes communs énoncés dans la Charte du Commonwealth et sur les expériences individuelles de nos pays. Les dirigeants des pays du Commonwealth invitent les autres pays à aborder les prochaines négociations intergouvernementales dans un esprit de collaboration, en vue de l'adoption d'un programme de développement équilibré pour l'après-2015.

Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein est l'un des objectifs les plus porteurs de transformation à avoir été proposés par le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. Nous espérons que grâce à cet objectif, les pays en développement pourront mieux faire entendre leur voix et seront mieux représentés dans les processus de prise de décisions. Le programme pour l'après-2015 doit mettre l'accent sur la mise en œuvre. On ne pourra pas atteindre les objectifs de développement durable sans la volonté politique et l'engagement de tous les pays. Il faut veiller à ce que l'échec des pays développés à réaliser l'Objectif 8 des objectifs du Millénaire pour le développement du Millénaire – qui visait à mettre en place un partenariat mondial pour le développement – ne se répète pas.

En définissant ces objectifs, il ne faut pas priver les pays de la marge de manœuvre dont ils ont besoin pour fixer leurs propres priorités nationales. Au lieu de demander aux pays de revoir leurs priorités en matière de dépenses nationales, il faut plutôt mettre l'accent sur le renforcement du partenariat entre pays développés et pays en développement, sur la base d'engagements sincères. Cet élément est essentiel pour que les pays du Sud puissent avoir accès aux ressources financières et aux technologies dont ils ont besoin pour renforcer leurs capacités. Nous devons également nous attaquer aux obstacles structurels et politiques qui entravent la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, telles les règles inéquitables en matière de commerce et d'investissements. Il importe de créer un environnement économique international propice, d'améliorer les flux d'investissement, y compris de la part des banques multilatérales de développement, et de mettre en place un régime commercial multilatéral ouvert.

Le rôle de l'ONU dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la prospérité à l'échelle internationale revêt une importance capitale dans le monde d'aujourd'hui. Toutefois, l'une des conditions essentielles pour gagner la confiance et la bonne volonté de la communauté internationale dans son ensemble est

d'appliquer les mêmes normes à tous, sans donner un quelconque sentiment de partialité ou de discrimination. C'est dans ce contexte que le fonctionnement actuel de ce système nécessite d'être examiné si l'on veut en améliorer la crédibilité. Les droits de l'homme sont utilisés comme moyen de faire passer des objectifs particuliers, sans comprendre ni mesurer la complexité des problématiques dans les pays concernés. Les droits de l'homme doivent être considérés par tous comme ce qu'ils sont, à savoir une notion morale et éthique, et non un outil politique. Intervenir de l'extérieur sans tenir compte comme il convient des structures d'une société et des traditions culturelles d'un pays entraîne inévitablement une déstabilisation, ce qui est bien en évidence aujourd'hui dans la plupart des régions du monde.

M^{me} Gunnarsdóttir (Islande), Vice-Présidente, assume la présidence.

Sri Lanka, au lendemain du conflit qu'elle a connu, est également devenue la victime malheureuse des visées mal inspirées de certains membres du Conseil des droits de l'homme, peu attentifs aux progrès notables réalisés par notre pays en matière de reconstruction, de réinsertion et de réconciliation dans ce court laps de temps de cinq ans. Il y a un déséquilibre et une disproportion évidents dans la manière dont mon pays est aujourd'hui pris pour cible, alors qu'on néglige ces importantes réalisations. C'est tout l'opposé de la façon dont sont traitées, ailleurs, des situations extrêmement inquiétantes engendrant des urgences humanitaires.

Si l'on veut que le multilatéralisme reste pertinent et efficace, il est essentiel de réformer les institutions concernées. Pour que ce processus donne des résultats, il faut dépolitiser les dispositifs et mécanismes de l'ONU, qui ne doivent plus être à la merci de différentes formes de financement. Les organes de l'ONU doivent trouver des moyens de travailler avec les gouvernements par la voie du dialogue, par une meilleure compréhension des situations et par la coopération, y compris une aide au renforcement des institutions nationales. C'est cette démarche, plutôt que la manière forte, qui doit être au cœur de la diplomatie multilatérale aux fins de la recherche de solutions durables aux problèmes mondiaux.

Le soixante-dixième anniversaire de l'ONU, en 2015, coïncide également avec le dixième anniversaire du Sommet mondial de 2005, au cours duquel les dirigeants du monde entier ont accepté d'appuyer une réforme rapide du Conseil de sécurité. Des résultats

concrets devront être obtenus à cet égard l'année prochaine à tout le moins.

Les changements climatiques sont l'un des enjeux déterminants de notre époque. Il est nécessaire de convenir d'une solide action mondiale en 2015, sur la base de l'équité et du principe des responsabilités communes mais différenciées.

L'intensification de la violence au Moyen-Orient est extrêmement perturbante. Je réaffirme que Sri Lanka est favorable à l'avènement rapide d'un État de Palestine souverain, indépendant, viable et uni, vivant en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues et aux côtés d'Israël. Nous espérons pouvoir accueillir très rapidement la Palestine parmi les Membres de plein droit de l'ONU. La communauté internationale doit aider la Palestine à reconstruire le pays.

Sri Lanka est fermement convaincue que la solidarité entre l'Asie et l'Afrique est nécessaire. Admirative des efforts faits par la population africaine en faveur du développement socioéconomique, Sri Lanka a commencé à établir le contact avec des pays africains aux fins d'un échange de connaissances et de savoir-faire dans des domaines d'importance. La communauté internationale doit apporter un ferme soutien en vue de l'éradication rapide des maladies mortelles en Afrique.

Sri Lanka a toujours à cœur d'appuyer tous les efforts multilatéraux de lutte contre le terrorisme dérivant d'idéologies extrémistes aux ramifications dépassant les frontières nationales. Le terrorisme continue de représenter une grave menace à la sécurité et à la stabilité de pays du monde entier. Ayant eu à souffrir du terrorisme, Sri Lanka sait bien quels terribles effets il a sur des sociétés, des collectivités et des institutions fondées sur des traditions et des idéaux démocratiques. La communauté internationale doit renforcer l'action multilatérale de lutte contre le terrorisme, notamment en parachevant rapidement et en adoptant la convention générale des Nations Unies sur le terrorisme international.

Sri Lanka s'est également résolue à appuyer tous les efforts multilatéraux de lutte contre le financement du terrorisme, les actes de piraterie et la criminalité transnationale organisée sous toutes ses formes. Nous tenons à renouveler notre appel à la communauté internationale afin qu'elle ne vienne pas en aide à des groupes terroristes de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement. Sri Lanka est préoccupée par les bombardements qui font des victimes parmi les

civils innocents, y compris des enfants à naître, dans de nombreuses situations de par le monde.

Sri Lanka tient à exprimer sa profonde préoccupation au sujet des mesures économiques unilatérales prises à l'encontre de pays en développement et elle a toujours appuyé l'appel de l'Assemblée générale à la levée de l'injuste embargo économique, commercial et financier imposé à Cuba. Les sanctions unilatérales de ce type, qui ont des retombées sur la population innocente d'un pays, sont immorales.

Bien qu'elle ait à pâtir du terrorisme, Sri Lanka a atteint la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement. Sri Lanka a réussi à se classer devant tous les autres pays d'Asie du Sud dans l'Indice de développement humain de 2013. En adoptant sa stratégie nationale de développement – Mahinda Chinthana ou « Vision pour l'avenir » –, le Gouvernement sri-lankais s'est engagé dans un programme de développement sans exclusive, axé sur les zones rurales. Ce dernier a demandé quelques décisions politiques audacieuses en matière de gestion macroéconomique, de revitalisation de l'agriculture, de développement des infrastructures, dont les routes et autoroutes, ports et aéroports, l'irrigation et la distribution d'eau, un solide réseau de télécommunications, et une urbanisation équilibrée des zones urbaines et des communes, mais le résultat en est une croissance correspondant cette année à 7,8 % du produit intérieur brut et un revenu par habitant de 3 280 dollars en 2013. Il y a également lieu de se réjouir profondément du fait que l'autonomisation économique et politique de la population du nord, assortie d'investissements considérables dans les infrastructures et les moyens d'existence, a également contribué à cette croissance.

À Sri Lanka, le niveau de connaissance informatique a nettement augmenté, passant de seulement 3 % en 2005 à près de 50 % de la population en 2014. Le programme sri-lankais Nenasala a reçu le prestigieux prix de la Fondation Bill and Melinda Gates du meilleur programme d'accès aux technologies de l'information en milieu rural.

Avec la fin du terrorisme en mai 2009, et conformément aux responsabilités qui sont les miennes à l'égard de la population, des initiatives à grande échelle pour la reconstruction, la réinsertion et la réinstallation après le conflit ont été lancées dans le nord en un laps de temps relativement court de quatre

ans. Surtout, les structures démocratiques dans le nord ont été remises sur pied. Les élections au Conseil provincial du nord ont eu lieu en septembre 2013 pour la première fois depuis 28 ans, dans le respect de la tradition démocratique sri-lankaise, qui a toujours été préservée depuis 1931, année où a été introduit le suffrage universel.

Je rappelle à cet égard la visite que le Secrétaire général a effectuée à Sri Lanka une semaine à peine après la fin du conflit, à l'aube d'une nouvelle ère de paix, en signe de l'étroite coopération qui existe entre mon pays et l'ONU et de notre détermination à œuvrer de concert à l'avenir.

Nous restons engagés dans cette voie profondément satisfaisante et porteuse de transformation, au service de l'ensemble du peuple sri-lankais. Dans cette tâche, nous agissons conformément à notre politique étrangère traditionnelle d'amitié à l'égard de tous et d'animosité envers aucun. Nous espérons que la communauté internationale fera de même et aidera Sri Lanka dans son processus interne de réconciliation et de développement économique, sans exercer sur nous de pressions indues.

Nous nous inspirons des paroles du Bouddha Gautama qui a dit que le but de tout effort humain doit être d'instaurer l'ordre à partir du chaos et l'harmonie à partir de la dissension. Fidèle à ces sages paroles, le Gouvernement sri-lankais reste attaché à son objectif de poursuivre les processus de réconciliation et d'édification de la nation, sans se laisser décourager par les critiques mal intentionnées.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Nicolás Maduro Moros, Président de la République bolivarienne du Venezuela

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République bolivarienne du Venezuela.

M. Nicolás Maduro Moros, Président de la République bolivarienne du Venezuela, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Nicolás Maduro Moros, Président de la République bolivarienne du Venezuela, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Maduro Moros (*parle en espagnol*) : Avant toute chose, puisque c'est la première fois que je participe à ce débat général en ma qualité de Président de la République bolivarienne du Venezuela, je tiens à remercier l'Assemblée générale, tous les États Membres et les différents organismes du système des Nations Unies de l'hommage sincère qui a été rendu simultanément au Siège de l'ONU à New York, à Genève et ailleurs dans le monde, au commandant Hugo Chávez, être extraordinaire qui a toujours porté haut l'étendard de la paix, de l'égalité et du respect de nos peuples. Voilà la première chose que je tenais donc à faire du fond du cœur au nom du peuple vénézuélien, en rappelant et invoquant son esprit, lui qui s'est toujours battu pour la liberté et la justice et contre l'impérialisme.

Cela fait plusieurs décennies que nous parlons de la nécessité d'une refonte de l'Organisation des Nations Unies. Plusieurs des Présidents qui ont pris la parole avant moi ce matin l'ont rappelé avec éloquence, notamment la Présidente Dilma Rousseff, la Présidente Cristina Fernández et le Président Evo Morales Ayma, entre autres Présidents de notre Amérique. Il faut lancer un processus de réorientation, d'ajustement et même de réajustement du système des Nations Unies dans son ensemble. Cela fait 70 ans que ce système est en place, soit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui s'est déroulée en Europe et ailleurs dans le monde entre 1939 et 1945.

La Charte des Nations Unies est véritablement l'un des plus beaux poèmes que l'on puisse lire. Mais elle est aussi devenue un instrument véritablement mis de côté, oublié, et dont les buts fondamentaux sont violés en permanence. L'Organisation des Nations Unies est une expérience humaine qui a marqué un tournant dans l'histoire. Jamais auparavant, en 7 000 ans de civilisation connue, l'humanité n'avait disposé d'un lieu de réunion pour débattre des questions de paix, de vie, et trouver des solutions aux conflits. Quand on regarde l'histoire de l'humanité, on s'aperçoit qu'elle n'est faite que d'une succession d'empires et de luttes éternelles pour la répartition des richesses et des territoires du monde. Ce n'est qu'avec la création de ce système en 1945 que nous avons commencé à voir, au loin à l'horizon pointer

une lueur au bout de ce long tunnel fait de batailles, de guerres et de conflits mondiaux.

Nous revendiquons la validité de l'ONU, au-delà de toute critique qui peut lui être faite. Sur cette base et compte tenu de l'importance que revêt cette Organisation pour l'humanité, nous insistons sur la nécessité d'une transformation en profondeur. Comme l'a dit le Commandant Hugo Chávez ici même en diverses occasions, dans ses célèbres discours à l'appui de la cause humaine, il faut une refondation démocratique et de grande envergure du système des Nations Unies. Il faut démocratiser, ainsi que l'a déclaré le Président Jacob Zuma, de notre sœur l'Afrique du Sud, il faut refonder le Conseil de sécurité. Renforcer le rôle des régions aujourd'hui est une tâche très différente de ce qu'elle était en 1945. Le monde a radicalement changé. Si l'ONU est née pour traiter des thèmes de la reconstruction d'après-guerre et des questions associées aux conflits qui se faisaient jour, elle doit à présent s'adapter à un monde multipolaire, multiculturel, avec de nouveaux acteurs, des pays et des régions qui émergent, qui ont une voix propre, des vues qui leur appartiennent, et qui aspirent à être respectés à l'échelle internationale. Il incombe à l'ONU d'adapter ses organismes et de se soumettre à la souveraineté générale des peuples du monde, qui réclament que leurs voix pèsent dans les débats, qu'elles soient entendues et respectées, comme il ressort des discours prononcés ce jour à l'entame de cette soixante-neuvième session de l'Assemblée générale.

Nous estimons également qu'il convient de renforcer la position du Secrétaire général. Comme on l'a si souvent évoqué, nous avons besoin d'un Secrétaire général qui ait un poids réel sur les plans politique et institutionnel, qui nous représente tous, qui sache nous écouter tous et qui cherche des solutions de paix et des moyens de mettre un terme aux conflits dans le monde. Il nous apparaît en outre nécessaire de donner une configuration nouvelle au fonctionnement de l'Assemblée générale, de rendre l'organe plus démocratique et de lui conférer un rôle central afin que les grands débats qui s'y déroulent puissent toujours donner lieu à un règlement efficace des principaux problèmes du monde. Nous croyons donc à la nécessité de bâtir une nouvelle Organisation des Nations Unies pour un nouveau monde multipolaire où aucun empire ne s'impose et ne cherche à nous ramener au temps du monde unipolaire. C'est une urgence pour le monde.

Quoi qu'en pensent ou non les fonctionnaires des gouvernements ici représentés, nous vivons déjà dans un autre monde où chacun souhaite s'exprimer, penser et décider en paix au sujet de ce qui concerne nos peuples; un nouveau régionalisme s'est fait jour. À la fin des années 1940 et dans les années 1950, l'Union européenne s'est constituée, sous la forme d'une nouvelle expérience de régionalisme qui est saluée et admirée par beaucoup dans le monde entier. Dans les années 1970 et 1980, l'Union africaine est apparue, un système extraordinaire pour organiser la destinée de nos peuples frères du continent africain afin de relever les défis du développement et de la vie dans l'une des régions les plus martyrisées du monde, notre mère l'Afrique.

Aujourd'hui, au début du XXI^e siècle, l'Amérique latine commence à occuper la place qui lui revient. Nombre d'organisations y ont maintenant pris leur essor. Le 14 décembre, nous prévoyons de commémorer à La Havane (Cuba), sur cette île héroïque et dans cette grande patrie, le dixième anniversaire de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, qui joue déjà humblement un rôle important dans la construction d'un nouveau modèle économique et social, en vue notamment de s'occuper de grands thèmes tels que les changements climatiques. Dix années ont passé, et cette initiative encore jeune est déjà tournée vers le reste du XXI^e siècle. Je dois aussi mentionner Petrocaribe et ses 18 États membres qui sont pour nous des nations sœurs. Qu'on me pardonne ce manque de modestie, mais j'estime que ce groupement montre mieux que tout autre ce que pourrait être un nouveau monde de paix, de justice, de solidarité, de coopération et de complémentarité. Grâce à Petrocaribe, je le dis surtout aux puissants du monde, à ceux qui détiennent le capital et le pouvoir économique : un autre monde est possible et nous sommes en train de le démontrer dans notre Amérique.

On voit également émerger l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR), qui représente le nouveau régionalisme du sud et a été fondée le 17 avril 2007, avec la participation de nouveaux dirigeants d'Amérique du Sud et en présence de notre Commandant Hugo Chávez. L'UNASUR est un bloc très intéressant et important qui commence à nouer des liens avec le reste du monde émergent. Nous avons récemment tenu une réunion cruciale au sujet du reste de la décennie courante entre les pays du groupe BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, qui portent l'espoir d'un développement par de nouveaux mécanismes internationaux – et de

l'UNASUR à Brasilia, et nous avons décidé de partager nos expériences. Le projet annoncé de banque BRICS et la Banque du Sud, de création récente, constitueront la nouvelle architecture financière du monde qui doit naître de ce nouveau régionalisme. De même, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui rassemble nos chers frères d'Amérique latine et des Caraïbes, est née le 3 décembre 2011 à Caracas et a pris de l'importance au cours des sommets de Santiago du Chili et de La Havane et continuera dans ce sens au sommet de San José qui se tiendra en janvier prochain. Toute l'Amérique latine se joint avec optimisme à ce nouveau régionalisme et, sur la base de cette expérience, nous voyons apparaître de nouvelles structures formées en vue d'élaborer une feuille de route pour la refondation de l'Organisation des Nations Unies. L'appel général à cette refondation de l'ONU ne doit pas rester lettre morte, paroles en l'air dans cette salle, à New York. Nous devons trouver un moyen, établir un programme d'action commun pour l'humanité. Nous en avons besoin pour faire face aux grands problèmes qu'il nous faut régler.

Depuis 22 ans, l'ONU a coutume de voter, avec une participation record, pour une cause qui est celle non seulement de notre Amérique mais aussi des gouvernements et peuples du monde. Je parle du rejet de l'embargo économique imposé à notre sœur la République de Cuba, mesure qui n'est guère qu'un vestige anachronique de la guerre froide, comme l'a dit un président qui s'est exprimé ici il y a quelques minutes. Je crois que le Président estonien a évoqué les anachronismes de la guerre froide et les systèmes de persécution économique qui visent à imposer des régimes politiques et à soumettre des peuples. Nous, République bolivarienne du Venezuela, tenons à réaffirmer notre plein appui à Cuba dans sa lutte contre le blocus criminel qui fait tant souffrir la population cubaine depuis 50 ans. Je pose la question au Président Barack Obama : quand saisirez-vous la possibilité qui vous est donnée d'entrer dans l'Histoire en mettant fin une fois pour toutes à ce blocus économique criminel et aux persécutions contre notre sœur Cuba?

De nouvelles causes s'ajoutent au combat actuel de notre région, et nous les abordons dans l'unité. Je vois un grand progrès dans la décision prise par l'Assemblée générale, il y a deux semaines, qui tend à soutenir la République argentine et la Présidente Fernández de Kirchner dans sa lutte contre les mécanismes de pillage financier que constituent les fonds voutours. Nous voulons contribuer de tout notre possible à ce que

l'Assemblée générale, conformément à la proposition du Groupe des 77 et la Chine, parvienne, dans un délai raisonnable et avec une efficacité maximale, à rédiger un document de grande qualité qui devienne juridiquement contraignant pour les nations représentées au sein de notre Organisation et serve à nous défendre, en particulier les pays pauvres du monde, les pays du Sud, contre les vellétés de créer des fonds voutours qui veulent non seulement s'emparer de nos ressources économiques et les piller, mais également nous imposer des conditions de fonctionnement économique, politique et institutionnel. L'apparition de ces mécanismes surnommés fonds voutours est un phénomène très dangereux. Nous exprimons de nouveau à notre sœur, la République argentine, toute la solidarité du peuple vénézuélien, et j'irai jusqu'à dire toute la solidarité du peuple de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC). Progressons sur la voie de cette décision historique qui a obtenu 124 voix pour il y a tout juste une semaine.

Le Venezuela se fait également l'écho, comme nous l'avons fait au Sommet de la CELAC qui s'est tenu à La Havane, de l'appel lancé pour que l'ONU appuie avec, si l'on peut dire, plus de chaleur et de proximité et fasse valoir les décisions qui obligent les États-Unis d'Amérique à exécuter un plan de décolonisation de Porto Rico. La CELAC a déjà pris la décision d'inviter Porto Rico à la rejoindre, parce que Porto Rico fait partie des Caraïbes, fait partie de l'Amérique latine, fait partie de nous. Nous faisons résonner notre voix dans cette enceinte de l'ONU pour appeler à la libération d'un homme dont beaucoup des membres entendent assurément parler pour la première fois. Le Président sud-africain Jacob Zuma nous a parlé du grand Madiba, Nelson Mandela, qui, pendant des décennies, est resté oublié de nombre de ceux qui aujourd'hui prétendent qu'il représentait leurs causes. Soit. Soit. Nelson Mandela symbolise la qualité humaine et la capacité de résistance des peuples qui veulent atteindre leurs objectifs de justice, de démocratie et de paix.

C'est pourquoi je veux citer le nom d'un homme emprisonné depuis près de 35 ans et victime – lui comme sa famille – de harcèlement, un homme qui, comme nous, vient d'Amérique latine et des Caraïbes, un Portoricain. Je veux parler d'Oscar López Rivera, le plus ancien prisonnier politique au monde aujourd'hui. Il est incarcéré aux États-Unis, et nous exigeons sa libération immédiate. La seule faute d'Oscar López Rivera a été de lutter pour l'indépendance de sa patrie et de défendre le beau drapeau, orné de l'étoile de la

dignité, de notre nation sœur, Porto Rico. Ce sont là des causes dignes de notre époque historique.

Au Venezuela, comme le savent les membres, nous sommes au milieu d'une révolution démocratique populaire, qui a commencé par un processus constitutionnel irréprochable. Pour la première fois dans l'histoire de notre patrie, la Constitution de la République a été débattue par le peuple et approuvée par référendum, avec la participation souveraine et le vote du peuple vénézuélien en 1999. Depuis, nous avons mis en œuvre un processus de libération sociale et politique pour venir à bout de la pauvreté.

L'année 2015 sera marquée par l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 et l'arrivée à échéance des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Je peux affirmer que, fort heureusement, notre patrie vénézuélienne, le Venezuela bolivarien de notre commandant Hugo Chávez, a réussi, au prix d'un immense effort, à atteindre pratiquement tous les OMD. Nous sommes parvenus à un taux de scolarisation supérieur à 90 % à tous les niveaux d'un enseignement public gratuit et de qualité, de l'école primaire au niveau secondaire, et même à l'université. Le taux de chômage est passé de plus de 20 % il y a 15 ans à 5,5 % à la fin de l'année dernière. Nous avons inversé les courbes et, alors que l'emploi précaire représentait 60 % des emplois au total, ce sont désormais les emplois protégés par la sécurité sociale, par une rémunération juste et par la sécurité de l'emploi qui comptent pour 60 %.

Je pourrais consacrer des heures ici aux progrès que nous avons accomplis dans la réalisation des OMD. Le Venezuela a sauvegardé sa richesse pétrolière. Les membres savent que le Venezuela détient les réserves pétrolières avérées les plus importantes de la planète, dans la vallée de l'Orénoque. Dans le magnifique bassin de l'Orénoque, nous disposons de la plus grande réserve pétrolière, et pour la première fois en 90 ans, le Venezuela compte de nouveau son pétrole, levier du développement économique et social de notre patrie, au rang de ses ressources naturelles.

Le Venezuela a dû subir le harcèlement et les complots permanents des forces impérialistes et des forces alliées de l'empire des États-Unis, qui n'ont cessé de vouloir fragiliser la démocratie. Ils sont à l'origine de la tentative de coup d'État contre le commandant Hugo Chávez. Depuis son décès, le 5 mars 2013, ces forces ont repris leur action, à un rythme inentamé, pour nuire à notre pays. Je le dis depuis cette tribune, et

je remercie les gouvernements et les peuples du monde de la solidarité qu'ils ont témoignée au Venezuela dans sa lutte et sa résistance. Ils n'ont rien pu faire face au commandant Hugo Chávez et ils ne pourront rien faire contre nous. Le Venezuela continuera sur la voie de la démocratie, de la révolution, de l'indépendance et de la dignité, faisant entendre sa voix à part face au monde.

Le monde est aujourd'hui confronté à d'immenses problèmes. Comme le savent les membres, la menace peut-être la plus importante est l'apparition du virus Ebola, qui provoque une fièvre hémorragique. Si le monde et notre système des Nations Unies faisaient preuve d'un peu de logique et d'humanité, au lieu d'envoyer des drones, des missiles et des bombes pour anéantir le peuple de Gaza ou bombarder les villages d'Iraq et de Syrie, nous devrions tous, à l'heure actuelle, être en train de consacrer tous nos efforts à lutter contre cette menace véritable. J'ai écouté le Président tchadien annoncer que son pays avait décidé de verser 2 millions de dollars au fonds créé pour financer la recherche et les travaux relatifs à Ebola. La République bolivarienne du Venezuela se joint résolument à cet effort, avec une contribution de 5 millions de dollars destinés à tous les fonds mise en place pour appuyer notre Afrique, ce qui revient à appuyer les peuples nécessiteux du monde.

Nous devrions être en train d'examiner des rapports scientifiques et de prendre des décisions. Nous devrions nous concentrer sur l'autre thème tout aussi prioritaire et qui touche à la survie de notre espèce sur la planète : les changements climatiques. Comme je l'ai dit hier citant un poème écrit par des autochtones d'Amérique du Sud, lorsqu'ils ne pourront plus empoisonner davantage nos rivières, lorsque les lacs empoisonnés se seront asséchés, lorsqu'il n'y aura plus aucun poisson pour se nourrir, alors les puissants du monde devront manger leur argent. Ils veulent créer des formules étranges alors que ce qu'il faut c'est fournir un effort hors du commun et déclarer l'état d'urgence climatique car nous sommes bel et bien en présence d'une crise climatique. Nous ne pouvons pas nous contenter de prononcer des discours, d'élaborer des documents, de faire des propositions générales; nous devons retrouver la qualité du raisonnement humain qui a fait notre Organisation, afin de renforcer cette dernière et de mettre les véritables problèmes qui nous touchent tous en tête des préoccupations.

Aujourd'hui, le Conseil de sécurité a pris un ensemble de mesures pour combattre le terrorisme. Nous sommes d'accord pour combattre le terrorisme.

Nous le condamnons, au sein de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, depuis plus d'un an et demi. L'assassinat de journalistes occidentaux nous fait de la peine, beaucoup de peine. Les méthodes de ces groupes sont répugnantes. Mais cela n'était-il pas le cas aussi il y a un an et demi, lorsque des garçons et des filles ont été capturés dans des écoles syriennes par ces mêmes groupes terroristes ou par d'autres, qui les ont égorgés, tout comme ils ont égorgé des femmes dans des mosquées? N'avons-nous pas la même peine?

La vie humaine vaut-elle davantage quand elle est de telle couleur ou de tel pays, plutôt que de tel autre pays ou région? Toute perte humaine nous est pénible, à nous, de la même façon, et c'est pourquoi nous avons condamné l'agression terroriste maintenue durant un an et demi par l'OTAN et ses alliés contre la Syrie dans le but d'y provoquer un changement de régime. Je l'affirme ici-même haut et fort, comme nous le disons avec la force de la vérité qui est au cœur des bolivariens et des chavistes : si le Gouvernement syrien avait été renversé par ces attaques insensées et impérialistes, toute cette grande région de Syrie, du Liban, de l'Iraq, de la Jordanie serait aujourd'hui aux mains de ces groupes terroristes.

Aussi douloureux que cela puisse être, nous devons reconnaître que c'est le Président Bachar Al-Assad et le Gouvernement démocratique et constitutionnel syrien qui ont fait barrage aux terroristes et ont dû subir des milliers de morts dans leurs rangs. Nous pensons quant à nous qu'au lieu de bombarder encore et encore dans une logique démentielle, il faut établir une grande alliance de paix contre le terrorisme, qui respecte la souveraineté des nations, qui respecte les gouvernements souverains de toute cette région. Nous aimerions simplement que la délégation des États-Unis en prenne bonne note et en fasse part au Président Obama.

Seule une alliance qui respecte la souveraineté de ces nations, et le concours de leurs gouvernements, de leurs peuples et de leurs forces armées, pourra véritablement renverser l'État islamique et toutes les forces terroristes qui ont surgi telles Frankenstein, telles un monstre nourri dans son sein par l'Occident lui-même. Il ne peut y avoir d'autre manière de les vaincre, comme ces bombes, par exemple, qui tuent surtout les innocents. Elles ne tuent jamais les groupes armés; elles tuent les innocents. Nous en avons assez de tous ces bombardements, de tous ces morts chez nos frères arabes iraqiens. Il faut réunir les Gouvernements souverains de la République islamique d'Iran, de l'Iraq,

de la Syrie, du Liban, de la Jordanie, de l'Égypte et de toute la région et mettre sur pied une stratégie globale, politique, militaire, culturelle et de communication, avec le concours du Conseil de sécurité. Tout le reste est dément; tout le reste est une folie.

Revenons sur ce que dénonçait le Président de la République du Tchad : qu'a-t-on fait en Libye? On a fomenté la haine et un front contre Kadhafi. Et que se passe-t-il actuellement en Libye? C'est un territoire livré au trafic d'armes, d'explosifs, aux groupes et aux bandes terroristes qui contrôlent des morceaux de territoire et qui ont mis fin à la belle histoire de ce peuple, de ce peuple frère de Libye. C'est une course folle à la violence, toujours plus de violence, et de terrorisme. Un monde plus incertain est apparu, de la main démentielle de ceux qui dirigent et prennent des décisions au sein de ces organisations. Or, il est encore temps d'agir.

Quant à nous, nous apportons modestement notre voix, notre contribution, et nous le faisons avec amour, un amour sincère. Tout comme nous nous sommes solidarisés avec le peuple palestinien, nous continuerons d'être solidaires. Comme chacun le sait, l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique a ouvert un pont aérien, à l'initiative du Venezuela, afin d'apporter, modestement, un soutien logistique, des vivres, des médicaments, des couvertures, un appui au peuple palestinien qui a subi très récemment une attaque vraiment brutale. Nous voulons la paix, une paix totale. Notre Organisation doit se réformer afin de rétablir, entre tous, une paix totale. Ce n'est ni la menace du recours à la force, ni le recours à la force, ni même les conspirations internes visant à renverser des gouvernements comme celui que je préside qui nous conduiront à une paix stable. Non, c'est le respect du droit international qui nous conduira à une paix stable et à une sécurité totale.

Enfin, je tiens à remercier l'Assemblée générale de tout son appui. L'année prochaine, en 2015, le Venezuela, grâce au soutien des membres, assumera la présidence du Mouvement des pays non alignés pour trois ans. En toute modestie et humilité, nous aspirons véritablement à jouer un rôle moteur, dynamisateur pour l'ensemble du processus de réforme de l'ONU, l'ensemble du processus de révision d'un programme de priorités internationales dans lequel nous puissions avoir tous voix au chapitre, dans lequel nous ayons tous une voix pour voter, et dans lequel personne ne tente de s'imposer. D'ici un an, nous accueillerons les délégations du monde entier dans notre capitale de

Caracas, au sommet historique du Mouvement des pays non alignés. Nous les y attendons.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République bolivarienne du Venezuela de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Nicolás Maduro Moros, Président de la République bolivarienne du Venezuela, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Allocution de M. David Cameron, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

M. David Cameron, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escorté à la tribune.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. David Cameron, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Cameron (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Cette année, nos valeurs, notre détermination sont mises à très rude épreuve. Il s'agit d'agir face à l'agression de l'un de nos États Membres, l'Ukraine; de rétablir la paix au Moyen-Orient; de faire face à la propagation terrifiante du virus Ebola en Afrique de l'Ouest; et de venir à bout de ce sur quoi je voudrais me concentrer aujourd'hui : la menace mortelle que fait peser sur chacun d'entre nous la montée en puissance de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), en Syrie et en Iraq. La province de Deir el-Zor, dans l'est de la Syrie, territoire de la tribu Al-Cheitaat, est tombée aux mains de l'EIIL le mois dernier. Sept cents membres de cette tribu ont été exécutés, beaucoup par décapitation. C'étaient en grande majorité des civils, des musulmans, qui refusaient de faire serment d'allégeance à la vision extrémiste et pernicieuse du monde que représente l'EIIL, et qui l'ont payé de leur vie. Ils ne sont pas seuls. À travers toute la Syrie et dans le nord de l'Iraq, des milliers d'autres ont subi le même sort : des musulmans,

sunnites comme chiites; des chrétiens; des yézidis; des personnes de toutes obédiences ou d'aucune.

L'EIIL n'est pas un problème qui se confine à une région. Il a des visées meurtrières pour étendre ses frontières bien au-delà de l'Iraq et de la Syrie et commettre des crimes terroristes dans le monde entier. Il recrute de nouveaux combattants originaires des quatre coins du monde. Cinq cents de ces combattants viennent de mon pays, le Royaume-Uni, et il est presque certain que l'un d'entre eux a sauvagement assassiné deux journalistes américains et un travailleur humanitaire britannique. Ce problème nous concerne tous et nous devons le combattre ensemble.

Il n'est pas une seule personne présente dans cette salle qui envisagera ce problème sans se souvenir des expériences passées, que ce soit en Iraq ou en Afghanistan. Il est bien sûr tout à fait normal de tirer les enseignements de nos expériences passées, en particulier les événements qui se sont déroulés en Iraq il y a une décennie. Il importe néanmoins de retenir les bons enseignements : oui, il faut se préparer de façon méticuleuse; non, il ne faut pas s'empresse de prendre part à un conflit sans un plan clairement défini. Mais nous devons également éviter de nous laisser paralyser par la crainte au point de ne rien faire. Rester dans son coin ou en retrait face à un problème tel que celui que pose l'EIIL ne fera qu'aggraver la situation.

Nous ne devons pas laisser les erreurs passées servir d'excuse à l'indifférence ou à l'inaction. Le vrai enseignement à tirer est que nous devons agir, mais agir différemment. Nous devons mener une lutte globale, vaincre l'idéologie extrémiste qui est la cause profonde de ce terrorisme, afin de remporter la bataille des idées, et non simplement celle de la puissance militaire. Nous devons faire preuve d'intelligence, appuyer des gouvernements représentatifs et responsables et collaborer avec eux à leur demande, plutôt qu'agir sans les avoir consultés. Nous devons faire preuve d'ouverture, coopérer avec les partenaires régionaux qui sont prêts à faire partie de la solution, ce qui inclut potentiellement l'Iran. Nous devons nous montrer intransigeants, utiliser tous les moyens dont nous disposons, notamment la force militaire, pour traquer ces extrémistes. Je vais aborder ces aspects un par un.

La cause profonde de cette menace terroriste est une idéologie vénéneuse issue de l'extrémisme islamiste. Elle n'a rien à voir avec l'islam, religion pacifique qui inspire chaque jour un nombre incalculable d'actes de générosité. L'extrémisme islamiste croit au contraire au

recours aux formes les plus brutales du terrorisme pour forcer une population à accepter une vision déformée du monde et à vivre dans des conditions quasi médiévales. Pour vaincre l'EIIL et les organisations du même type, nous devons triompher de cette idéologie sous toutes ses formes.

Alors qu'on commence à en savoir plus sur le parcours des individus reconnus coupables d'actes terroristes, il est clair qu'un grand nombre d'entre eux ont été influencés à l'origine par des prêcheurs qui affirment ne pas encourager la violence mais dont la vision du monde peut servir à la justifier. Nous connaissons cette vision du monde, qui consiste à colporter des mensonges – les attentats du 11 septembre seraient un complot juif, ou les attentats du 7 juillet à Londres auraient été mis en scène; l'idée selon laquelle les musulmans sont persécutés dans le monde entier suite à une politique occidentale délibérée; et l'hypothèse d'un choc inévitable des civilisations.

Nous devons être clairs. Pour vaincre l'idéologie extrémiste, nous devons lutter contre toutes les formes d'extrémisme, pas simplement l'extrémisme violent. Pour les gouvernements, il existe plusieurs moyens évidents de mener cette lutte. Nous devons interdire aux prêcheurs de la haine l'entrée dans nos pays. Nous devons interdire les organisations qui incitent au terrorisme contre la population locale et à l'étranger. Nous devons travailler de concert pour retirer les matériels illégaux en ligne tels que les vidéos récentes montrant l'exécution d'otages par l'EIIL. Nous devons empêcher les extrémistes prétendument non violents d'inciter à la haine et à l'intolérance dans nos écoles, nos universités et jusque dans nos prisons. Bien sûr, certains diront que ce n'est pas compatible avec la liberté d'expression et la curiosité intellectuelle. À cela je réponds par une question : « Resterions-nous sans rien faire si des extrémistes de droite, des nazis ou des membres du Ku Klux Klan recrutaient sur nos campus universitaires? » La réponse est non, et nous ne saurions donc rester les bras croisés et tolérer l'extrémisme non violent sous quelque forme que ce soit.

Nous devons faire valoir que les prophéties qui prédisent une guerre mondiale des religions dans laquelle les musulmans seront opposés au reste du monde n'ont aucun sens. Les musulmans et leurs gouvernements dans le monde entier doivent se réapproprier leur religion, ainsi qu'ils sont très nombreux à le faire aujourd'hui, et à juste titre, face à ces terroristes pervers. Nous devons tous les aider en mettant en place des programmes qui

détournent les jeunes de ces idéologues venimeux, et la communauté internationale doit axer toute son attention sur la lutte contre cette idéologie. C'est pourquoi, ici à l'ONU, le Royaume-Uni appelle à la création d'un poste de représentant spécial pour la lutte contre l'extrémisme.

Toutefois, lutter contre l'extrémisme ne sera jamais assez. Le communisme n'a pas été vaincu simplement en exposant ses faiblesses, mais en montrant que l'autre voie, celle des libertés économiques, de la démocratie et de la primauté du droit, permettait de bâtir une société et un monde meilleurs. Les jeunes doivent voir tout ce qu'un choix différent, meilleur, plus ouvert et plus démocratique peut apporter. Le XX^e siècle nous a enseigné le rôle vital que jouent des gouvernements représentatifs et responsables s'agissant d'offrir à leurs populations perspectives, espoir et dignité.

Bien sûr, ne soyons pas naïfs. Tous les pays ne peuvent pas avancer au même rythme ni parvenir à la même destination. Nous devons respecter les diverses cultures, traditions et histoires. Mais soyons clairs : ne pas répondre aux aspirations de la population peut créer les conditions propices à l'implantation d'insurgés extrémistes voire terroristes. Les gouvernements qui ne gouvernent que pour une partie de leur population peuvent faire naître un ressentiment profond. En Iraq, l'incapacité du Gouvernement al-Maliki de représenter l'ensemble de la population en a poussé certains dans les rangs des extrémistes.

Trop souvent, la population se retrouve face à un choix qui n'en est pas un – gouvernement autocratique et non représentatif, d'un côté et insurrection brutale se servant de la religion comme cri de ralliement, de l'autre. Pour empêcher cela, nous devons asseoir les éléments constitutifs de sociétés libres et ouvertes. En Iraq, cela signifie appuyer la mise en place d'un nouveau gouvernement véritablement ouvert, capable de rassembler tous les Iraquiens – sunnites, chiites, Kurdes, chrétiens et autres. En Syrie, cela signifie procéder à une transition politique et mettre un terme à la brutalité d'Al-Assad.

Je sais que certains estiment que nous devrions passer un accord avec Al-Assad pour vaincre l'EIIL. Je pense cependant que cette position est extrêmement malavisée. L'ennemi de nos ennemis n'est pas notre ami; c'est un autre ennemi. Passer un accord avec Al-Assad ne nous permettra pas de vaincre l'EIIL car la partialité et la brutalité du régime d'Al-Assad ont été et restent l'un des plus puissants vecteurs de recrutement pour les extrémistes. La Syrie a besoin de la même chose

que l'Iraq – un gouvernement ouvert, représentatif et démocratique qui protège les intérêts de l'ensemble de sa population.

À ceux qui soutiennent Al-Assad ou qui se tiennent à l'écart, je dis ceci : « Nous sommes prêts à nous associer avec vous dans un nouvel effort politique pour mettre en place un gouvernement représentatif et responsable à Damas, qui sera en mesure de lutter contre l'EIIL ». Qu'Al-Assad dirige un tel gouvernement n'est tout simplement pas crédible, même si nous sommes prêts à envisager toutes les options pragmatiques qui nous permettraient d'aller de l'avant.

Nous devons agir dans un esprit d'ouverture, en mobilisant une coalition de pays aussi large que possible pour mener cette entreprise internationale. L'EIIL nous menace tous, mais c'est sur la région que pèse la plus grande menace. Je me félicite vivement que plusieurs pays arabes participent déjà aux efforts visant à affaiblir l'EIIL. Ils font preuve de courage et de leadership. L'Iran devrait également se voir offrir la possibilité de montrer qu'il peut faire partie de la solution, et non du problème. Plus tôt aujourd'hui, j'ai rencontré le Président Rouhani. Nous avons de profonds désaccords. L'appui fourni par l'Iran à des organisations terroristes, son programme nucléaire et la manière dont il traite sa population, tout cela doit changer. Mais les dirigeants iraniens pourraient nous aider à vaincre la menace de l'EIIL. Ils pourraient contribuer à édifier un Iraq plus stable et plus ouvert, une Syrie, plus stable et plus ouverte. S'ils sont prêts à le faire, nous devrions accueillir favorablement leur participation.

Enfin, lorsque la sûreté et la sécurité de nos populations sont en jeu, nous devons nous montrer intransigeants. Cela commence chez soi. De son côté, le Royaume-Uni est en train d'introduire de nouvelles prérogatives afin de renforcer sa capacité de confisquer des passeports et d'empêcher des suspects de voyager; de déchoir de leur nationalité britannique les personnes ayant une double nationalité et d'interdire temporairement à certains ressortissants britanniques de revenir dans le pays; de veiller à ce que les compagnies aériennes respectent les listes d'interdiction de vol et les mesures de sécurité; et de permettre à nos services de police et de sécurité de demander l'application de mesures de restriction géographique plus strictes à l'encontre des personnes résidant au Royaume-Uni qui posent un risque. Ici à l'ONU nous avons joué un rôle de chef de file dans l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité visant à perturber les flux de financement

destinés à l'EIIL, à sanctionner ceux qui cherchent à recruter au profit de cette même entité et à encourager les pays à faire tout leur possible pour empêcher des combattants étrangers de se joindre à la cause des extrémistes.

Qu'en est-il du rôle de nos forces armées? Je ne crois pas que la meilleure façon de faire face à la menace de l'extrémisme islamiste soit pour les pays occidentaux de dépêcher sur le terrain des contingents qui tentent directement de pacifier ou de remettre sur pied les pays du Moyen-Orient ou d'Afrique. Mais la recherche d'une approche intelligente et globale doit faire une place à nos forces armées. Nos soldats peuvent appuyer les immenses efforts humanitaires requis, comme l'a fait notre Royal Air Force lorsqu'elle a aidé des millions de personnes à fuir devant l'arrivée de l'EIIL. Ensemble, nous devons faire plus pour renforcer les capacités des autorités légitimes qui luttent contre les extrémistes, notamment en assurant une formation, et en fournissant du matériel et des conseils, ainsi que la technologie et les autres produits nécessaires au succès de ces opérations. Qu'il s'agisse d'appuyer les actions menées contre Boko Haram au Nigéria, contre les Chabab en Somalie, contre Ansar al-Charia en Libye ou contre Al-Qaida au Yémen, il faut aider ceux qui luttent en première ligne pour défendre leur société, leur pays et leur liberté.

De concert avec nos partenaires européens, nous avons déjà fourni du matériel directement aux forces kurdes. Nous renforçons les capacités de résistance des forces armées des pays voisins que sont le Liban et la Jordanie, et des avions britanniques Tornado et de reconnaissance aident déjà à recueillir des renseignements et fournissent un appui logistique pour aider ceux qui luttent contre l'EIIL en Iraq.

Nous disposons déjà d'une coalition internationale solide – dont des pays arabes – résolue à combattre et à vaincre l'EIIL. À cette fin, nous avons élaboré une stratégie globale qui comprend les éléments politiques, diplomatiques, humanitaires et militaires nécessaires à notre succès futur. Le Gouvernement iraquien a clairement demandé au Conseil de sécurité qu'il appuie sa campagne militaire contre l'EIIL. Ainsi, le droit international justifie notre action, et nous nous devons également d'agir pour protéger nos populations et nos sociétés. Le Royaume-Uni doit désormais passer à une nouvelle phase d'action. Je vais donc convoquer le Parlement ce vendredi pour qu'il autorise le pays à prendre part aux frappes aériennes contre l'EIIL en Iraq.

Mon message aujourd'hui est simple. Nous sommes confrontés à un mal contre lequel le monde entier doit s'unir. Comme toujours, la Grande-Bretagne assumera ses responsabilités dans la lutte pour la liberté, la démocratie et la justice.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne d'Irlande du Nord de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. David Cameron, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escorté de la tribune.

Allocution de M^{me} Helle Thorning-Schmidt, Première Ministre du Danemark

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Première Ministre du Danemark.

M^{me} Helle Thorning-Schmidt, Première Ministre du Danemark, est escortée à la tribune.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M^{me} Helle Thorning-Schmidt, Première Ministre du Danemark, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M^{me} Thorning-Schmidt (Danemark) (*parle en anglais*) : En dépit de notre aspiration à créer un monde plus juste et plus pacifique, des atrocités continuent d'être commises. Chaque jour nous voyons s'exprimer l'aspect le plus sombre de la nature humaine : des milliers de civils innocents assiégés sur une montagne du nord de l'Iraq par des extrémistes lourdement armés; un dictateur syrien qui bombarde et affame son peuple, laissant plus de 10 millions de personnes dans le besoin d'une aide humanitaire d'urgence; la persécution de personnes en raison de leurs convictions religieuses ou politiques, de leur sexe ou de leurs préférences sexuelles; le non-respect des frontières nationales, défi lancé aux principes fondamentaux sur lesquels repose notre ordre international basé sur des règles; les changements climatiques, qui posent de grands risques à la santé, à la sécurité alimentaire mondiale, au développement économique et aux ressources naturelles dont une grande partie de notre prospérité dépend; et un monde de plus de 7 milliards de personnes, lesquelles exigent de plus en plus de ressources clefs et ont un schéma de consommation et de production non viable.

Les défis qui nous attendent sont complexes. Il n'y a pas de solutions simples. Ce que nous devons faire, c'est mener une action internationale forte et collective, non seulement pour gérer les crises et les conflits d'aujourd'hui, mais aussi pour prévenir les crises et les conflits de demain. Je suis convaincue du bien-fondé de la coopération internationale et des vertus de l'ONU, mais alors que le monde change et que nous sommes confrontés à de nouveaux défis, il nous faudra trouver de nouvelles façons de nous adapter.

M. Dabbashi (Libye), Vice-Président, assume la présidence.

J'ai également bon espoir que nous pourrions nous adapter, mais seulement si nous avons une ONU forte et si nous agissons de concert. Chaque État Membre doit s'acquitter des obligations que lui confère la Charte. C'est là un engagement commun et une responsabilité partagée. Je vois trois défis à relever face auxquels l'ONU doit agir et agir maintenant, de toute urgence.

Premièrement, il faut renforcer la coopération internationale et les actions que nous menons en matière de paix et de sécurité. Deuxièmement, nous devons conclure un accord ambitieux sur les changements climatiques l'an prochain à Paris. Et troisièmement, nous devons convenir d'un programme de développement durable pour l'après-2015.

Le premier de ces trois défis a trait à la paix et la sécurité internationales. Au cours de l'année écoulée, nous avons assisté à la montée d'un conflit de plus en plus violent alimenté par l'extrémisme, en particulier celui de l'organisation terroriste barbare et odieuse de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). L'EIIL représente une idéologie déformée que la communauté internationale tout entière, y compris bien sûr les pays de la région, doit combattre, affaiblir et vaincre. Réunis ici cette semaine, les États Membres de l'ONU indiquent clairement que nous condamnons sans réserve les actes de terreur lâches perpétrés par l'EIIL et que nous sommes tous unis dans notre volonté de nous opposer et de faire face à cette idéologie de la violence et de l'extrémisme. Je tiens à dire très clairement que nous sommes résolus à aider le Gouvernement iraquien à protéger son peuple.

Le Danemark défendra nos valeurs communes inscrites dans la Charte des Nations Unies, et aidera les victimes des atrocités commises par l'EIIL. Nous participons aux efforts humanitaires dans le nord de l'Iraq et nous continuerons de contribuer activement

aux efforts internationaux visant à appuyer l'Iraq dans sa lutte contre l'EIIL. Pour contenir l'avancée de l'EIIL, il est impératif d'endiguer le flux de combattants étrangers et de financement en provenance de l'extérieur. C'est là une obligation qui nous incombe à tous. Nous devons en outre nous attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent et améliorer les conditions en Syrie, que l'EIIL a su exploiter.

La situation humanitaire en Syrie demeure très préoccupante. Bien que les progrès soient difficiles, nous ne devons épargner aucun effort pour trouver une solution politique qui mènera à la transition du régime actuel. Il y aura toujours un risque que cette transition politique soit exploitée par des extrémistes violents. Néanmoins, l'histoire montre que les gouvernements démocratiques et sans exclusive, les sociétés ouvertes et le respect fondamental des droits de l'homme demeurent la seule voie viable vers la stabilité, la sécurité et la prospérité de nos citoyens.

Pour mettre fin à la violence dans la région, il faudra que chacun de nous apporte sa contribution, pleinement et sur le long terme. Le processus d'élimination des armes chimiques d'Al-Assad, qui a été couronné de succès, a démontré clairement ce qui peut être accompli lorsque nous unissons nos forces dans le cadre d'une action internationale résolue. Une coalition constituée du Danemark, de la Norvège, de la Russie, de la Chine, de la Finlande, du Royaume-Uni et des États-Unis a réussi à mettre en lieu sûr ces ignobles armes de guerre et à les détruire.

Nous devons également faire preuve d'unité pour faire face à une autre menace grandissante. L'épidémie d'Ebola constitue désormais une crise humanitaire, sociale et économique grave pour les pays de l'Afrique de l'Ouest. Si nous n'agissons pas maintenant, elle risque de se transformer en une crise sanitaire mondiale, qui touchera des millions de personnes. Dans ce cas, nous serions non seulement confrontés à une crise sanitaire, mais également à une menace pour la paix, la prospérité et la sécurité internationales. Il est évident qu'aucun pays ne peut relever seul ce défi. C'est pourquoi, nous devons tous apporter notre appui. L'ONU et ses États Membres ont la responsabilité commune de faire en sorte que l'épidémie d'Ebola soit maîtrisée.

L'épidémie d'Ebola n'est pas seulement un problème régional; il s'agit désormais d'une crise mondiale. Le Danemark est engagé sur ce front. Nous contribuons déjà aux efforts internationaux, notamment aux Services aériens d'aide humanitaire

des Nations Unies, et nous comptons accroître notre appui. Aujourd'hui, je suis en mesure d'annoncer que le Danemark va mettre à la disposition de l'ONU des capacités de transport maritime. De cette manière, nous allons appuyer la construction, dans les zones touchées, de logements destinés au personnel de santé recruté au plan international. Nous allons aussi fournir des fonds supplémentaires à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Nous sommes prêts à envisager d'autres mesures en fonction de l'évolution de la situation.

La communauté mondiale est régie par le droit international. Ce droit doit être respecté et ne doit pas être violé de façon flagrante, comme nous avons pu le voir au cours de l'année écoulée. Ainsi, nous avons été témoins d'une intervention étrangère inacceptable en Ukraine. Les principes fondamentaux que sont la souveraineté nationale et la non-ingérence ont été bafoués. Le cessez-le-feu conclu récemment est un pas important sur la seule voie viable, à savoir une solution politique. Pourtant, nous attendons toujours que l'engagement de la Russie en faveur d'une solution politique se traduise en actes, et ne se limite pas à des paroles. Tout au long de ce conflit, la réalité sur le terrain a clairement démenti l'appui que la Russie prétend apporter au processus de paix.

Nous restons pleinement attachés à une solution politique qui respecte l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. Le respect du droit international et des droits de l'homme devrait toujours être au cœur de la paix et du développement, tout comme l'état de droit et la bonne gouvernance. C'est pour cette raison que le Danemark appuie fermement les nouvelles initiatives audacieuses et importantes prises par l'ONU, telles que le plan d'action « Les droits avant tout » récemment lancé par le Secrétaire général.

Cette année marque également le trentième anniversaire de l'adoption de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Avec le Chili, le Ghana, l'Indonésie et le Maroc, le Danemark a lancé une initiative à long terme en vue de la ratification universelle et de la mise en œuvre de cette convention. Nous avons fait des progrès importants, mais nous devons faire davantage pour protéger les hommes et les femmes contre la torture et les mauvais traitements, dans toutes les régions du monde.

Ma deuxième remarque porte sur la nécessité d'avancer dans notre riposte collective aux défis posés par les changements climatiques. Cette année, j'ai eu

le privilège, avec le Premier Ministre du Groenland, d'accueillir le Secrétaire général lors de sa visite au Groenland. Nous avons voyagé ensemble en traîneau à chien sur la banquise qui recule, et les populations locales nous ont décrit les incidences de ces changements sur les moyens de subsistance locaux. Les effets tragiques des changements climatiques sont visibles dans l'Arctique. C'est un fait indiscutable. Il ne faut pas se faire d'illusions en pensant que les changements climatiques n'auront que des incidences régionales. Ces changements auront des conséquences pour chacun d'entre nous sur cette planète. C'est pour cette raison que nous devons prendre des mesures ambitieuses dès maintenant. Un pas important à cet égard serait la conclusion, l'année prochaine à Paris, d'un accord mondial contraignant pour réduire les émissions de dioxyde de carbone.

Depuis 2010, le Danemark a consacré 350 millions de dollars aux efforts de lutte contre les changements climatiques. Rien que cette année, nous allons y consacrer plus de 100 millions de dollars. Cependant, les gouvernements ne peuvent pas réussir seuls. Nous devons amener le secteur privé et d'autres partenaires à agir, à mettre à disposition des fonds suffisants pour les activités liées aux changements climatiques et à favoriser l'innovation et des solutions respectueuses de l'environnement. Il est possible que certains continuent de craindre que la transition verte entraîne un ralentissement de la croissance économique. Mais tel n'est pas nécessairement le cas. Par exemple, l'économie danoise a crû de 40% depuis 1990, tandis que nos émissions totales ont baissé de 20% au cours de cette même période. En d'autres termes, il est possible de découpler la croissance économique de l'augmentation des émissions. Pendant le Sommet sur le climat organisé hier par le Secrétaire général, les dirigeants mondiaux se sont engagés à s'attaquer à ces problèmes. L'heure est venue de concrétiser cet engagement.

Le troisième et dernier domaine dans lequel le Danemark estime qu'il est urgent d'agir est le programme de développement durable pour l'après-2015. Comme l'a déclaré le Secrétaire général : « Nous sommes la première génération qui a les moyens de faire disparaître la pauvreté de la surface de la terre » (*A/68/PV.5, p.1*). Il ne s'agit pas d'un message basé sur un vœu pieux. Ce message repose sur les faits. C'est à notre portée et nous devons le faire. En l'espace de 20 ans, entre 1990 et 2010, 700 millions de personnes sont sorties de la pauvreté extrême. La mortalité infantile a reculé de 50% environ et 90% des enfants dans les régions en développement

suivent maintenant un enseignement primaire. Ce sont là des avancées vraiment historiques, mais nous devons faire plus.

Les objectifs du Millénaire pour le développement ont été formulés il y a près de 15 ans et, comme nous le savons, depuis, le monde a connu des transformations rapides. Il est évident que le nouvel ensemble d'objectifs de développement durable doit prendre en compte et aborder les dimensions économique, sociale et environnementale du développement.

Il faut aussi veiller à l'autonomisation des femmes, à l'égalité des sexes et aux droits des filles et des femmes, y compris les droits en matière de santé procréative et sexuelle. En de trop nombreux endroits, ces droits fondamentaux ne sont toujours pas respectés. Les femmes et les filles doivent avoir le droit de décider librement si elles veulent avoir des enfants, et quand, combien et avec qui elles veulent en avoir.

Tous les jeunes doivent avoir accès à une éducation correcte. Dans mon pays, cela fait 200 ans que l'école est obligatoire. L'éducation pour le plus grand nombre, et pas seulement pour quelques-uns, est un des principaux moteurs de la transformation du Danemark en un pays démocratique et prospère. L'éducation a également favorisé – et continue de favoriser – l'égalité des sexes. C'est un des aspects du programme de développement pour l'après-2015 auquel je tiens particulièrement. Je suis très fier d'avoir été l'un des Champions désignés par le Secrétaire général pour défendre l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout. Une de nos priorités clés doit être d'offrir aussi une éducation de qualité aux groupes les plus défavorisés ainsi que dans les pays les plus vulnérables.

Lorsqu'on regarde le monde aujourd'hui, on constate que, malheureusement, l'insécurité gagne du terrain. Nous savons tous qui en paie le plus lourd tribut. Aujourd'hui, pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, plus de 50 millions de personnes dans le monde ont été contraintes au déplacement en raison d'un conflit ou de violences. Un trop grand nombre de ces personnes sont des enfants.

Nous avons besoin d'une Organisation des Nations Unies qui puisse servir de médiateur dans le cadre de conflits armés, qui contribue à prévenir et régler ces conflits et à promouvoir le respect des droits de l'homme. Nous avons besoin d'une ONU déterminée à lutter contre les changements climatiques. Et nous avons besoin d'une ONU en mesure de faciliter la

réalisation d'un développement durable pour tous et de fournir une assistance aux pays touchés par le virus Ebola.

Mais l'ONU ne peut rien sans la volonté politique collective de tous ses États Membres. Le monde a besoin d'une ONU qui s'adapte aux nouveaux défis et reflète l'évolution des réalités politiques dans le monde. Le Danemark est favorable à une réforme du Conseil de sécurité permettant à cet organe d'assumer ses fonctions et sa responsabilité principales quand la paix et la sécurité sont menacées. Nous avons besoin d'une ONU fondée sur les solides valeurs et obligations consacrées par la Charte des Nations Unies. Plus que jamais, nous avons besoin d'une ONU qui agit.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Première Ministre du Danemark de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Helle Thorning-Schmidt, Première Ministre du Danemark, est escortée de la tribune.

Allocution de M. Arseniy Yatsenyuk, Premier Ministre de l'Ukraine

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de l'Ukraine.

M. Arseniy Yatsenyuk, Premier Ministre de l'Ukraine, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Arseniy Yatsenyuk, Premier Ministre de l'Ukraine, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Yatsenyuk (Ukraine) (*parle en anglais*) : L'Ukraine, un des pays fondateurs de l'ONU, sait pourquoi nous avons créé cette illustre Organisation – pour la paix et la stabilité. Jouissons-nous de cette paix et de cette stabilité? Non. Et pourtant, notre objectif et notre but à tous est de tout mettre en œuvre pour protéger nos concitoyens et garantir la paix à nos pays. Aujourd'hui plusieurs questions occupent l'ordre du jour international. Tout le monde a évoqué l'État islamique d'Iraq et du Levant. Tout le monde a mentionné l'Ebola. Et tout le monde a parlé de l'Ukraine. Honnêtement, je serais heureux de ne pas me trouver dans une telle situation, mais notre pays sait ce que signifie le terrorisme, non pas en théorie, mais en pratique, dans les faits.

Je voudrais rappeler aux membres l'origine du conflit qui a cours en Ukraine. S'agit-il d'un conflit interne? Non. Il est vrai qu'il existe des divergences internes dans mon pays, mais c'est le cas de tous les pays et nous sommes prêts à surmonter ces différences à l'intérieur de nos frontières. L'origine de ce conflit est une invasion dont la Fédération de Russie est l'auteur. Un membre permanent du Conseil de sécurité a violé la Charte des Nations Unies, ce qui est absolument et totalement inacceptable, surtout de la part d'un membre permanent du Conseil. La Russie devrait être considérée comme un membre chargé davantage de « l'insécurité » que la sécurité.

Il y a 20 ans, l'Ukraine a renoncé à ses armes nucléaires. Nous détenions le troisième arsenal au monde. Lorsque nous avons accepté de renoncer à notre arsenal nucléaire à Budapest, l'Ukraine a alors obtenu des garanties sur le respect de son intégrité territoriale et de sa souveraineté. La Russie a cosigné et corédigé ce mémorandum. Au lieu de ces garanties de sécurité, 20 ans plus tard, les bottes des soldats russes ont foulé le sol ukrainien. Il semble difficile de convaincre un autre pays de cesser la prolifération nucléaire. Nous sommes résolus à mettre en œuvre notre programme de non-prolifération nucléaire, mais nous avons besoin de garanties valables quant au respect de notre intégrité territoriale, de notre sécurité et de notre indépendance.

Il y a quelques mois, la Fédération de Russie a annexé la Crimée. Un pays Membre de l'ONU, un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, un pays armé jusqu'aux dents a simplement décidé de s'accaparer les terres de l'Ukraine indépendante. Et je tiens à saluer les efforts déployés par les États Membres de l'ONU qui, dans leur écrasante majorité, ont appuyé la résolution défendant l'intégrité territoriale de l'Ukraine et condamnant l'annexion illégale de la Crimée par la Fédération de Russie. Il a été plus loin. Car aujourd'hui, nous pouvons affirmer que des troupes russes sont déployées dans l'est de l'Ukraine. La Fédération de Russie a violé un certain nombre d'accords internationaux bilatéraux et multilatéraux, à commencer par la Charte des Nations Unies et jusqu'aux résolutions relatives à la lutte contre le terrorisme qui ont été adoptées à l'ONU.

Nous savons ce que le terrorisme veut dire, et nous exhortons la Russie à retirer ses forces, à retirer son artillerie, à cesser d'approvisionner les terroristes, qui opèrent sous conduite russe, à reprendre le contrôle de la frontière entre l'Ukraine et la Russie, et à entamer

de véritables pourparlers, c'est-à-dire des pourparlers de paix. Nous sommes le pays qui a besoin de la paix. Il est difficile de forger un accord de paix, quel que soit, à la pointe d'un fusil fabriqué en Russie.

Je voudrais rappeler aux membres un drame, qui s'est produit à cause de l'invasion russe. Il y a quelques mois, un avion civil assurant le vol MH17 de Malaysia Airlines a été abattu par un missile sol-air de fabrication russe, et 298 civils innocents ont été tués. L'Ukraine pleure les victimes. Nous prions aux côtés des familles des Pays-Bas, de l'Australie, du Royaume-Uni, de la Malaisie, de l'Indonésie, des Philippines et de l'Allemagne. L'Ukraine a confié l'enquête à un organe indépendant chapeauté par les Pays-Bas. Nous prions instamment chacun de nous aider à traduire en justice les responsables de ce crime méprisable, de ce crime contre l'humanité.

Chaque jour, en dépit du cessez-le-feu, nous perdons des soldats et des civils ukrainiens, et le pilonnage se poursuit toujours. Je répète encore une fois que nous avons besoin de cette paix. Quelle est la formule pour y parvenir? L'option militaire n'est assurément pas la meilleure option. Il faut procéder globalement en abordant aussi bien les options diplomatiques, que financières, politiques et, en dernier ressort seulement, l'option militaire.

Les États-Unis et l'Union européenne ont imposé un certain nombre de sanctions à la Russie. Nous savons que les sanctions sont un moyen d'entamer de véritables pourparlers et de forger un accord de paix. Nous ne nous fions pas aux paroles. Nous ne nous fions qu'aux actes. Une fois encore, nous réaffirmons notre détermination de rétablir l'ordre public. Nous exhortons la Fédération de Russie à honorer l'obligation internationale qui lui est faite d'exécuter l'ensemble des dispositions de l'accord souscrit à Minsk. Il ne s'agit pas d'un menu où chacun peut choisir à sa guise. Ce qui signifie que la Russie doit exécuter l'ensemble des 12 points énoncés dans le mémorandum. Nous demandons à nos partenaires de ne pas lever les sanctions tant que l'Ukraine n'aura pas repris le contrôle de l'ensemble de son territoire, depuis l'est de l'Ukraine jusqu'à la Crimée. La Crimée était, est et restera partie intégrante de l'Ukraine.

Je voudrais conclure par un message direct à l'intention du Président russe. M. Poutine peut remporter la bataille contre les troupes, mais il ne l'emportera jamais contre une nation ukrainienne unie.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de l'Ukraine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Arseniy Yatsenyuk, Premier Ministre de l'Ukraine, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères du Turkménistan, S. E. M. Rashid Meredov.

M. Meredov (Turkménistan) (*parle en russe*) : J'ai l'honneur, tout d'abord, de transmettre à l'ensemble des États Membres et à leur population les salutations et les vœux de paix et de prospérité du Président de Turkménistan, M. Gurbanguly Berdimuhamedov. Je voudrais féliciter M. Sam Kutesa de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session et lui souhaiter plein succès dans ses futures responsabilités. Je tiens aussi à adresser mes félicitations à M. John Ashe, Président de l'Assemblée à sa soixante-huitième session, pour la compétence et l'efficacité avec lesquelles il s'est acquitté de ses tâches à ce poste.

La présente session de l'Assemblée générale se tient sur fond de processus complexes auxquels nous assistons dans différentes régions du monde. On peut diverger dans l'évaluation de ces processus et de leurs liens de causalité, mais il reste évident que dans pareilles situations, la communauté internationale se doit d'adopter une démarche équilibrée, circonspecte et particulièrement responsable face aux défis et menaces qui se font jour ou se profilent.

Il est impératif de faire un usage optimal, pour le règlement pacifique de ces conflits, des mécanismes politico-diplomatiques que nous avons à notre disposition. C'est une exigence objective et impérieuse de notre temps. L'expérience montre de façon éclatante encore une fois qu'il n'y a pas de solution militaire aux conflits internationaux et internes que connaît le monde d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous sommes persuadés que le rôle de l'Organisation des Nations Unies est en train de prendre une importance décisive. Et que c'est elle qui doit prendre les rênes pour la conciliation des contradictions, le maintien de la stabilité mondiale et le renforcement de la confiance des peuples dans les institutions et les cadres juridiques internationaux.

Une responsabilité particulière incombe à cet égard au Conseil de sécurité. Les fonctions et l'autorité qui lui sont conférées en vertu de la Charte

des Nations Unies ne sauraient être remises en cause ou utilisées pour servir les intérêts de quelques groupes ou individus. Le Conseil de sécurité est et doit rester le seul organe légitime universel chargé du maintien de la paix et de la stabilité internationales et d'être le garant des fondements politiques et moraux de l'ordre mondial actuel.

Le Turkménistan n'a eu de cesse de plaider pour le développement et l'optimisation du potentiel des Nations Unies en matière de maintien de la paix. Aujourd'hui, cela s'avère plus que jamais nécessaire. C'est pourquoi mon pays propose de s'atteler activement à l'élaboration de stratégies communes visant à réduire et à éliminer complètement, à terme, tout risque éventuel de confrontation.

Comme l'Assemblée s'en souvient, le Président turkmène a déclaré à la soixante-sixième session que l'Organisation des Nations Unies se devait d'adopter une déclaration portant sur le recours prioritaire aux moyens politiques et diplomatiques pour le règlement des problèmes internationaux et leur examen approfondi à l'Assemblée générale. Nous sommes prêts à engager des discussions approfondies et constructives avec toutes les parties intéressées par cette question.

La logique qui préside à l'élaboration de processus mondiaux dans le domaine de la sécurité oblige à renforcer fondamentalement les mécanismes de coopération régionale. Pour l'Asie centrale, une telle coopération devrait garantir des conditions propices à la préservation durable de la paix et de la stabilité ainsi qu'à une lutte efficace contre les menaces terroristes, l'extrémisme, la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants.

En ce sens, il nous apparaît utile de créer une instance permanente de consultations politiques pour coordonner les mesures visant à maintenir la sécurité dans cette région, de même qu'à empêcher et neutraliser les situations de conflits tout en faisant barrage aux nouvelles menaces. Nous proposons d'étudier sérieusement la possibilité de convoquer un forum sur la sécurité et la coopération en Asie centrale, sous les auspices de l'ONU, pour servir de plate-forme de lancement d'initiatives complémentaires en la matière.

Nous sommes prêts à organiser un tel forum dans la capitale turkmène, Achgabat, en 2015. En tant que pays hôte du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, le Turkménistan plaide pour un appui multilatéral à ses travaux, qui se

révèlent éminemment efficaces. Ce n'est pas un hasard que le Conseil de sécurité, en août 2012, ait souligné l'importance majeure de la diplomatie préventive et du règlement rapide différents, et exprimé à cet égard son soutien aux efforts déployés par le Centre. Dans le contexte de l'évolution actuelle et future des processus politique, économique, environnemental et humanitaire en Asie centrale et dans les régions voisines, nous sommes convaincus que le mandat du Centre sera particulièrement pertinent et nécessaire. Nous souhaitons par conséquent qu'il soit appelé à prendre une part plus active dans la prise en charge des problèmes régionaux sous leurs divers aspects, avec le concours des États Membres.

Le Turkménistan estime également qu'il est essentiel de mettre en place une collaboration plus spécifique, sur les questions de fond, entre le Centre régional et les organisations internationales, notamment l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Union européenne, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, la Communauté d'États indépendants et d'autres organes, en vue d'élaborer des approches communes face aux défis actuels que sont entre autres les menaces transnationales, le terrorisme, le trafic de stupéfiants, les problèmes environnementaux, la gestion des eaux et ressources énergétiques transfrontières et la sécurité régionale dans le cadre de la crise afghane.

À ce sujet, je tiens à souligner que le règlement du problème afghan constitue un facteur capital de la réalisation de la paix et de la stabilité régionales. Il est impératif d'appuyer les initiatives positives qui sont menées dans le pays et d'aider véritablement le peuple afghan à se réconcilier et à s'entendre. On ne peut y parvenir qu'à la faveur de négociations pacifiques. Il n'existe guère d'autre option.

En tant que pays neutre et voisin immédiat de l'Afghanistan, le Turkménistan a mis à disposition son espace politique pour l'organisation d'un dialogue national inter-afghan de grande envergure sous l'égide et avec la participation active de l'ONU. Nous disposons déjà d'une expérience conjointe en ce qui concerne la tenue de négociations sous cette forme. Il nous semble que cette expérience pourrait également servir aujourd'hui. Outre ses aspects purement politiques, un tel dialogue suppose l'examen d'un train de mesures complet en vue d'apporter un soutien économique spécifique à l'Afghanistan, de même que la participation

de ce pays aux processus d'intégration régionale et aux futurs projets d'infrastructure.

Depuis de nombreuses années, le Turkménistan aide son voisin en bâtissant des installations à vocation sociale, et il a lancé avec lui la mise en œuvre de vastes projets relatifs aux transports et à l'énergie. Il convient en particulier de mentionner le projet de construction d'un gazoduc entre le Turkménistan, le Pakistan et l'Inde, dont les préparatifs touchent à leur fin. Un autre projet, lancé en mai de l'an dernier, se rapporte à l'établissement d'une ligne de chemin de fer qui devrait traverser le Turkménistan, l'Afghanistan et le Tadjikistan. Nous considérons que ces projets sont essentiels pour réhabiliter les sphères économiques et sociales en Afghanistan et donner au pays les moyens d'opérer la transition vers une existence pacifique et créative.

Il y a des années que notre pays fournit constamment de l'électricité à l'Afghanistan dans des conditions très avantageuses. Sous peu, grâce à la commande de nouvelles capacités de production d'électricité au Turkménistan, nous pourrions en accroître très sensiblement le volume. Comme par le passé, nous offrons des formations qualifiantes à des spécialistes afghans qui s'occupent d'économie, de santé et d'affaires sociales. Nous continuerons d'apporter une aide dans tous les domaines au peuple frère d'Afghanistan. C'est pour nous une position de principe.

Le Turkménistan considère que le caractère irréversible du désarmement est la condition préalable essentielle au développement pacifique et fructueux de la région et à l'instauration d'un climat de confiance, d'ouverture et de coopération en Asie centrale. Notre pays part du principe que le modèle inerte du siècle passé, qui reposait sur le renforcement constant des arsenaux, n'a plus de raison d'être dans le monde d'aujourd'hui. En outre, ce modèle freine considérablement, et parfois sape directement, les efforts déployés par les États en faveur du développement économique et social, de l'amélioration des conditions de vie des populations et de la mise en place d'une coopération économique efficace. Nous sommes convaincus que moins il y aura d'armes dans le monde, plus le développement y sera stable et pacifique et plus la confiance et la compréhension entre les pays et entre les peuples reposeront sur des bases profondes.

Nous appelons à un renforcement systématique de la coopération internationale et régionale en vue de réduire les arsenaux d'armes de destruction massive et

à l'application effective du régime de non-prolifération. En sa qualité de partie aux conventions et traités fondamentaux de l'ONU en matière de désarmement, le Turkménistan entend continuer à prêter son concours à toutes les initiatives concernées. À cet égard, tout en insistant sur la valeur historique de la première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur le non-prolifération des armes nucléaires en 2015, qui s'est tenue à Vienne en 2012, le Turkménistan estime qu'il est capital de poursuivre le dialogue en cours sur les mesures visant à élargir le cadre juridique international qui traite de la non-prolifération.

Le dialogue en question acquiert une pertinence particulière au vu des mesures pratiques qui sont actuellement prises pour appliquer le Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale. Notre pays se tient prêt à engager une coopération constructive en matière de désarmement avec le Cabinet du Vice-Secrétaire général et à participer à la mise en œuvre d'un certain nombre d'initiatives à cet égard. L'une des mesures pratiques à adopter aux fins du désarmement pourrait consister à améliorer les structures existantes des Nations Unies. Dans ce contexte, il nous semblerait utile d'envisager la création d'un centre sous-régional des Nations Unies pour le désarmement en Asie centrale.

Le Turkménistan attend avec intérêt la poursuite logique, à cette session, du dialogue ouvert sur la sécurité énergétique, qui constitue l'un des éléments fondamentaux de la stratégie de développement durable des Nations Unies lancée à l'initiative du Président du Turkménistan. On le sait, en mai 2013, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 67/263, intitulée «*Lastabilité et la fiabilité du transit des ressources énergétiques et sa contribution à un développement durable et à la coopération internationale* ». Soixante et onze États Membres s'étaient portés coauteurs de cette résolution. Son adoption a représenté un grand pas de plus en faveur de la coopération internationale dans le domaine de l'énergie. Nous jugeons que le respect de l'esprit et de la lettre de ce document devrait porter sur le fond et sur les objectifs de l'instrument.

Nous invitons par conséquent les États Membres et le Secrétariat à engager des consultations actives sur la mise en œuvre pratique des dispositions de cette résolution. Ils'agit en particulier de l'institutionnalisation des travaux du groupe international d'experts sur la coopération énergétique et de la nomination des

représentants des États Membres au sein de ce groupe. La première réunion internationale des experts se tiendra en décembre au Turkménistan. Elle vise à donner le coup d'envoi des travaux portant sur l'établissement d'un nouveau cadre juridique de coopération dans le domaine de l'énergie durable. Nous invitons les États Membres et toutes les parties intéressées à y participer.

Le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de Rio de Janeiro, intitulé « L'avenir que nous voulons » (résolution 66/288, annexe), souligne le rôle central que jouent les transports et la mobilité dans le développement durable. Nous souscrivons pleinement à cette conception. En outre, le Turkménistan est convaincu qu'il est grand temps de mettre en place une coopération mondiale systématique et une planification stratégique dans les transports, en en faisant un domaine d'activité distinct de l'ONU sur le long terme.

Début septembre, la capitale du Turkménistan a accueilli une conférence internationale de haut niveau consacrée au rôle des transports et des couloirs de transit aux fins de la coopération, de la stabilité et du développement durable au niveau international. La Déclaration d'Achgabat, adoptée à l'issue de la Conférence, souligne la nécessité de définir de nouveaux critères modernes de coopération dans ce domaine, axés sur la diversification, la sécurité, l'accessibilité et l'innocuité pour l'environnement des infrastructures de transport, ainsi que sur leur adaptation optimale aux réalités du développement mondial actuel, en tenant compte des besoins des pays en développement, notamment les pays sans littoral. Comme l'a souligné le Président du Turkménistan dans son allocution devant les participants à cette Conférence, la stratégie mondiale régissant les transports au XXI^e siècle est une stratégie d'intégration, qui conjugue les possibilités géographiques et infrastructurelles aux potentialités techniques et technologiques des États et régions.

L'organisation même de cette Conférence s'est avérée un événement mémorable, emblématique d'une conception exhaustive du développement des transports et des couloirs de transit sur la base de partenariats réels et constructifs. Notre pays a déposé la Déclaration d'Achgabat auprès du Secrétariat pour qu'elle soit distribuée aux États Membres en tant que document officiel. Nous espérons qu'elle sera étudiée avec intérêt et qu'elle sera de nouveau mise à profit dans le cadre d'autres accords internationaux, notamment ceux qui

seront souscrits à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale.

Dans l'optique d'accélérer le développement des infrastructures internationales de transport, le Turkménistan prône une coopération et des partenariats plus étroits avec les organes spécialisés de l'ONU, en tout premier lieu avec la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Nous sommes convaincus que cette coopération s'inscrit dans la logique du développement moderne et de la coopération internationale en matière de transports sur le continent eurasiatique.

Le Turkménistan appuie pleinement les décisions prises aux Sommets sur les changements climatiques de Copenhague et de Cancún, à la dix-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Durban, et à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre un dialogue international constructif sur ces questions. Nous sommes convaincus qu'il est nécessaire d'unir systématiquement les efforts déployés à cet égard aux niveaux international, régional et national. Dans ce contexte, nous nous félicitons des efforts que fait le Secrétaire général pour appliquer les décisions convenues et du sens profond des responsabilités dont est empreinte sa conception de la coopération internationale s'agissant des questions relatives aux changements climatiques. Notre pays a récemment lancé un certain nombre d'initiatives spécifiques visant à renforcer la coopération régionale et mondiale dans ce domaine.

Je voudrais mettre en exergue les efforts humanitaires déployés par le Turkménistan, en sa qualité de membre de plusieurs organismes humanitaires importants de l'ONU. Le Turkménistan prend des mesures concrètes pour garantir les droits et les libertés de ses citoyens. Il consacre, en particulier, une attention particulière au règlement des problèmes ayant trait aux droits des réfugiés, des migrants et des apatrides. En juin dernier, le Gouvernement turkmène, avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, a organisé dans notre capitale la Conférence internationale sur les migrations et l'apatridie. À sa clôture, la Conférence a adopté une déclaration qui énonce les tâches à accomplir d'urgence pour améliorer la coopération multilatérale, renforcer les cadres juridiques internationaux et réformer la législation des

pays concernant les migrants et les apatrides, ainsi que leur protection juridique et sociale, leur soutien matériel et leur adaptation. Le Turkménistan s'efforcera à la présente session de traduire dans la réalité les principales dispositions de ce document final. Nous réaffirmons que nous aspirons et sommes prêts à poursuivre notre coopération étroite avec l'OIM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les États Membres et toutes les parties prenantes.

Notre pays considère que la soixante-neuvième session constitue un pas très important dans le sens de la consolidation des efforts internationaux visant à régler les problèmes majeurs à l'ordre du jour international, à réaffirmer le rôle de premier plan de l'ONU dans le

maintien et le renforcement de la paix et de la stabilité universelles et à arrêter collectivement les objectifs de développement durable. Nous réaffirmons notre ferme attachement à la coopération avec l'ONU, notre volonté de prendre une part active à ses missions politiques, diplomatiques et de maintien de la paix et de les promouvoir, ainsi que de mettre en œuvre ses projets et programmes dans les domaines économique, social, environnemental, humanitaire et autres.

Pour le Turkménistan, le partenariat avec l'ONU a toujours été et continuera d'être une priorité stratégique – le fondement tant conceptuel que pratique de nos activités sur la scène internationale.

La séance est levée à 22 heures.